

enoromi

12

MANAGEMENT
**DR. ANDREW
GWODOG**

*La SCG-Ré, cotée en Bourse:
Le Gabon des services en
marché.*

+

ÉCONOMIE

*Chute de l'Euro face au
Dollar : Ses incidences sur les
politiques monétaires de la zone franc.*

DOSSIER

*Inflation : Pourquoi ça explose
et comment y faire face ?*



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



GABON ENVIRONNEMENT SERVICE

Gabon vert, notre priorité !

ACTEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Gabon Environnement Service (GES), société innovante basée à Owendo, est spécialisée dans l'incinération et la valorisation de déchets industriels et médicaux dangereux. Acteur majeur du marché stratégique du traitement et de la valorisation des déchets au Gabon, G.E.S dispose d'installations modernes à la pointe de la technologie et aux normes nationales et internationales.

Pour assurer une qualité de gestion du tri des déchets, en plus d'avoir un service QHSE, des techniciens et ingénieurs de diverses compétences, l'usine GES est équipée d'un laboratoire contrôle qualité des paramètres d'hydrocarbures et d'un incinérateur pour le traitement des déchets, doté d'un analyseur de fumées pour le contrôle des rejets atmosphériques.

L'incinération des déchets industriels et hospitaliers, la valorisation des huiles usagées, des rebus ferreux et le broyage des déchets plastiques en vue de leur recyclage, constituent le cœur de l'activité de G.E.S. Cette activité répond au besoin de plus en plus urgent de traiter ces agents polluants encore plus présents dans notre environnement, du fait de la croissance de l'activité industrielle et hospitalière au Gabon.

L'équipe en place de GES est mobilisée au quotidien, aux côtés de l'Etat et de l'ensemble des opérateurs publics et privés, pour relever le défis de préserver notre écosystème des risques de pollutions et de nuisances afin d'assurer l'essor d'une économie verte au Gabon.

Créateur d'emploi, l'effectif de GES est passé de 18 personnes en 2019 à 43 personnes aujourd'hui. L'entreprise est inscrite dans une démarche qualité en cours de certification ISO 14 001, ISO 9001 et 45 001 pour assurer la satisfaction de ses clients, du secteur pétrolier, minier et des PME et sociétés nationales, internationales soucieuses de la qualité de vie des Gabonais et de l'environnement.

LES CHIFFRES CLÉS

43
emplois

796 tonnes
de déchets
éliminés en
2021

2880 tonnes par an, objectif
de capacité d'élimination
(à terme) de déchets
industriels et médicaux

Directeur de publication
Dorine Henry M.

Rédacteur en chef
Seif Mostley

Graphisme & maquette
Davy MEGNIE  Think different

Webmaster
Simon Steven OBAME

Photographies
ROUCHDAN

Régie publicitaire
Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction
Jean Paul Augé OLLOMO
Griffin ONDO
Brice GOTOA

Tirage mensuel
5000 exemplaires

Imprimé par
Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville
Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem
Hôtel Marguerite

Ont participé
Mike DOUSSENGUI
Sveltana Adah Mendome
Haïlée MD
LN

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



ÉDITO

L'INFLATION, UNE ÉPREUVE POUR LES MÉNAGES

La hausse généralisée et durable des prix des biens et services, c'est – à – dire l'inflation, a brusquement augmenté. Au Gabon, entre septembre 2021 et septembre 2022, elle est passée de 0,6 à 3%. Cette inflation est remarquable à tous les niveaux. Pour les populations, le constat est plus patent dans l'augmentation des prix des produits de consommation courante.

Il y a un an, l'inflation n'était pas un sujet aussi traité qu'aujourd'hui. La progression des prix des produits dits du « cœur de marché » a connu un pic ces grandes vacances (été). De nombreux produits alimentaires ont non seulement vu leurs prix flambés mais aussi et surtout ils ont enregistré des ruptures dans le commerce. Le cas le plus frappant concerne une marque nationale de fabrication de l'huile végétale, dont les prix se sont envolés, atteignant parfois 50% à certains endroits. Cette situation crée déjà de nombreuses tensions suite au rationnement de l'huile.

Partant de cet exemple, nous avons préparé un dossier sur l'inflation pour comprendre son origine et les mesures prises par le gouvernement pour juguler le phénomène. Les populations assimilent difficilement la hausse des prix alors que le gouvernement a récemment communiqué une mercuriale sur les produits de première nécessité.

L'augmentation inconsidérée des produits de fabrication locale, souvent accessibles sur le marché suscite de nombreuses questions dont celle de savoir si elle n'est pas entretenue ? Combien de temps cette situation sera telle tenable ?

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a annoncé en juillet dernier, dans

son rapport sur la politique monétaire, ses prévisions concernant l'inflation globale pour 2022, révisée à la hausse à 5,9%. Si la tendance actuelle tient du fait de l'opération militaire russe en Ukraine, il faut compter aussi le regain de l'épidémie en Chine, qui a de nouveau affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale. Il faut ainsi s'attendre à une hausse continue des prix.

Aussi, la dépréciation de l'euro face au dollar américain a intéressé notre rédaction. Adosser à l'euro, les pays africains membres de la zone CFA sont des victimes collatérales. Dans le cas d'espèce, la pertinence de ce sujet réside dans le rapprochement possible entre la chute de l'euro face au dollar et l'éventuelle inflation dans la zone CFA.

En effet, de 550 FCFA pour un dollar il y a quelques mois, depuis le 13 juillet dernier, il faut payer en moyenne 640 francs CFA pour acquérir un dollar. Si, le prix des marchandises reste

le même à l'international, la hausse de 100 FCFA sur le prix d'achat a nécessairement des répercussions sur le prix de revient. En termes clairs, la dépréciation de l'euro face au dollar a pour principale conséquence des importations plus chères. Car, l'essentiel des échanges internationaux s'effectue en dollar. Dès lors, les commerçants n'ont d'autre choix que de faire répercuter le gap chez le client.

Les consommateurs gabonais, en attendant d'éventuels mesures prises par le gouvernement pour « bloquer » les prix et offrir une alternative à l'inflation actuelle, doivent faire des choix prioritaires pour arriver à gérer au mieux la situation. Il s'agit pour eux de freiner les dépenses superficielles. ●



Séif Mostley
Rédacteur en chef

enoromi

ma aazine



10

DOSSIER SPÉCIAL
LE PAT S'EXÉCUTE
MALGRÉ QUELQUES
RETARDS

INTERVIEW

Entretien exclusif avec le
Sécretaire Exécutif du CNPAT

+

PUBLIREPORTAGE

SCG-Ré :
Résultats 2021 en hausse.

ACTUALITÉ

Energie : *Vers le démarrage*
des travaux de construction des
centrales de Fé2 et Impératrice.



SCANNEZ
LE QR CODE

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >

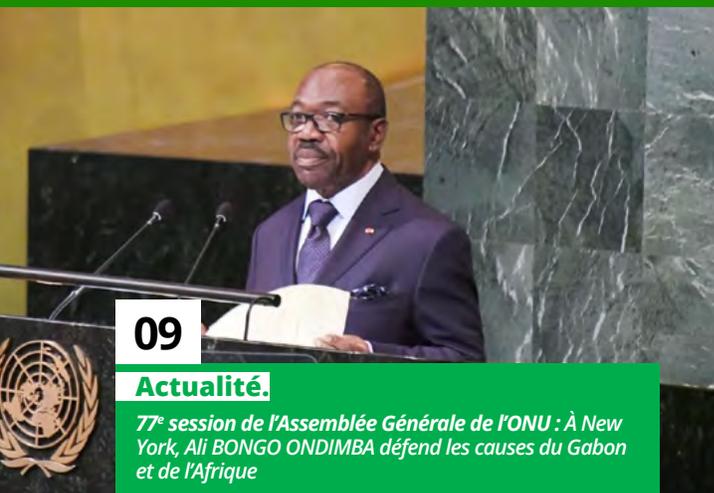
ERRATUM

Dans notre Numéro Spécial : PAT 2021, parution n°39, des mois de juillet et août 2022, des oublis et des erreurs se sont malencontreusement glissés dans la légende des photographies illustrant les articles portant sur le Pivot Social du Plan d'accélération de la transformation (PAT).

Notre équipe de rédaction, tout en s'excusant du désagrément causé à nos lecteurs, tient à saluer l'engagement constant du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA à travailler à la matérialisation de la politique du Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA et la mise en exécution du Plan d'accélération de la transformation.



Sommaire



09

Actualité.

77^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU : À New York, Ali BONGO ONDIMBA défend les causes du Gabon et de l'Afrique

ACTUALITÉS

08 Lutte contre l'insalubrité :

500 millions de FCFA pour l'arrondissement le plus propre.

09 77^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU : À New York, Ali BONGO ONDIMBA défend les causes du Gabon et de l'Afrique

10 Vie chère : Le Gabon dispose désormais d'une nouvelle mercuriale

11 Football :

Création de la ligue nationale de football féminin.

ENTREPRENEURIAT

18 Institut Privé ITER :

L'ambition d'Issa MEGUILE pour les étudiants.

ENQUÊTE

22 Huile Cuisn'Or :

Pourquoi est-ce si rare et si cher ?

PUBLI REPORTAGE

24 Conférence Africa Down Under :

Elvis OSSINDJI valorise les ressources minières du Gabon en Australie

12

A la Une.

La SCG-Ré cotée en bourse.

Le Gabon des services en marche.

Après un énième exercice bénéficiaire et conformément à son Plan Stratégique et de Développement « PSD 2022-2027 », la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), envisage faire son entrée prochaine à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale par une opération d'Appel Public à l'Épargne en vue de collecter 5 milliards F CFA.

Elle sera la première entreprise du secteur des assurances et de la réassurance de l'espace CIMA à être cotée en Bourse.

Leadership incontesté, la SCG-Ré a amorcé son expansion sur le plan international en juillet dernier par l'ouverture d'un premier Bureau de Souscriptions à Kigali au Rwanda.

Rentabilité, augmentation du chiffre d'affaires, fonds propres et stratégie, telles sont en substance, les questions abordées par son ADG, le Dr Andrew GWODOG sur le dynamisme, la croissance et le développement de la SCG-Ré.





30

Économie.

Chute de l'Euro face au Dollar :
Ses incidences sur les politiques monétaires de la zone franc.

DOSSIER

26 Inflation :
Pourquoi ça explose et comment y faire face ?

ECONOMIE...

30 Chute de l'Euro face au Dollar :
Ses incidences sur les politiques monétaires de la zone franc.

PUBLI REPORTAGE

34 CEMAC :
Des états généraux pour envisager l'avenir.

INVESTISSEMENT

36 Adduction d'eau potable:
L'État relance le projet de la station de Ntoum.

SOCIÉTÉ

40 Semaine africaine du climat :
Libreville, base stratégique avant la COP 27.

INTERNATIONAL

44 77^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU :
Des tensions entre Washington et Moscou sur la crise en Ukraine.



40

Société.

Semaine africaine du climat :
Libreville, base stratégique avant la COP 27.

Actualités



Lutte contre l'insalubrité: 500 millions de FCFA pour l'arrondissement le plus propre

Depuis quelques années, les villes du Gabon croulent sous des tas d'immondices malgré les efforts consentis par le gouvernement pour faire face à ce phénomène. Pour être beaucoup plus efficace contre le problème de l'insalubrité, le président Ali BONGO ONDIMBA a annoncé l'organisation prochaine du concours de l'arrondissement le plus propre avec à la prime une enveloppe de 500 millions de FCFA.

Le Gabon lance le concours national de « l'arrondissement le plus propre ». Une initiative du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, pour lutter contre l'insalubrité dans le pays. Selon le Premier ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, dans une déclaration faite le 12 septembre 2022, ce concours aura lieu à Libreville, capitale du Gabon, et dans les neuf capitales provinciales. « Les modalités d'organisation de cette compétition seront précisées dans les prochaines semaines. L'arrondissement le plus propre sera primé d'une enveloppe de 500 millions de FCFA, pour la gestion de la salubrité dans sa localité », a déclaré Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA.

Le Gabon veut, à travers cette initiative, inciter les arrondissements à lutter contre l'insalubrité dans leur localité. Car, depuis plusieurs années, de nombreuses villes du Gabon sont confrontées aux difficultés de collecte et de gestion des ordures ménagères. Dans le Grand Libreville, notamment à Akanda, Libreville, Owendo et Ntoundou, la situation paraît préoccupante. Les différentes initiatives et solutions préconisées à ce jour par les autorités paraissent peu concluantes. Des tas d'immondices jonchent la voie publique et obstruent la circulation dans certaines rues de la capitale et à l'intérieur du pays.

Selon les autorités, l'état d'insalubrité est « persistant et croissant » dans le Grand Libreville et d'autres provinces du pays. À travers cette décision, apprend-on, le président de la République envoie le signal que la propreté est importante et qu'elle est l'affaire de tous. « Comme il l'a dit dans son discours à l'occasion de la fête de l'Indépendance, il n'y a pas l'État d'un côté, de l'autre la Société. Nous sommes tous dans le même bateau. Quels que soient les moyens mis à disposition par l'État, si les citoyens ne font pas preuve de responsabilité et de civisme, les rues seront toujours sales. Chacun doit donc s'impliquer, y mettre du sien, pour le bien de tous. C'est une forme de patriotisme », renchérit-on à la présidence de la République.

Une énième décision qui s'ajoute aux multiples autres pour lutter contre l'insalubrité

Les villes du Gabon sombrent dans l'insalubrité. Libreville, Ntoundou, Lambaréné en passant par Lastourville, Franceville, Koula-Moutou, Tchibanga, Mouila, Port-Gentil et Oyem, le constat est le même. Des tas de déchets ménagers jonchent les trottoirs et occupent même une partie de la chaussée, avec des bacs à ordures qui débordent et les risques de maladie que cela occasionne.

Pourtant, au mois de septembre 2022, après une descente dans le Grand Libreville, le ministre d'État à l'Intérieur, Lambert-Noël MATHA, avait instruit les maires de prendre leurs responsabilités dans la gestion des ordures ménagères en organisant la pré-collecte et l'identification des aires de pré-dépotages. Il avait été également demandé aux édiles de formaliser les horaires rigoureux de sortie des ordures ménagères et d'appliquer des sanctions sous forme d'amendes aux contrevenants à cette mesure. Mais la démarche semble n'avoir pas porté des fruits si l'on s'en tient à la situation d'insalubrité actuelle des villes du pays. Aussi, la société Clean Africa payée par l'État pour débarrasser la capitale de ces déchets peine à remplir son contrat.

Comme solution durable à ce problème d'insalubrité, le gouvernement avait décidé de transférer la gestion des ordures ménagères et de la lutte contre l'insalubrité aux mairies d'arrondissement. Le ministre de l'Intérieur avait annoncé l'entrée en vigueur de la loi attribuant désormais la gestion des ordures ménagères aux maires d'arrondissements. D'après les autorités, les mairies devraient d'ailleurs mieux organiser la collecte des ordures ménagères pour qu'elles ne jonchent plus les rues comme c'est le cas actuellement dans le Grand Libreville. ●

Brice GOTOA



77^e session de l'Assemblée générale de l'ONU : À New York, Ali BONGO ONDIMBA défend les causes du Gabon et de l'Afrique



Le président de la République a pris part à New York, aux États-Unis d'Amérique, à la 77e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ali BONGO ONDIMBA s'est exprimé devant ses pairs sur les défis du monde actuel. Notamment sur la crise environnementale, la paix dans le monde, l'éducation et la place de l'Afrique dans les sphères décisionnelles.

Ali BONGO ONDIMBA s'est exprimé le 21 septembre 2022 devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, aux États-Unis. Son allocution s'est appesantie sur le thème « un moment décisif : des solutions transformatrices à des défis interdépendants ».

Selon Ali BONGO ONDIMBA, face aux rivalités entre puissances et aux défis multiformes auxquels fait face le monde, il serait dangereusement naïf de continuer à miser sur les rapports de force ou les postures unilatérales. « L'interdépendance des enjeux globaux et l'interconnexion des économies nationales exigent de dialoguer, afin de répondre de manière appropriée, et surtout collective, aux menaces les plus graves qui se posent à la paix et à la sécurité internationales », a-t-il indiqué.

À moins de huit ans de l'échéance de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), il est également crucial de tenir compte de la menace que continue de faire peser la pandémie de la Covid-19 sur les économies, mais aussi celle, « tout aussi insidieuse », de l'inflation. « Il nous faut donc agir, individuellement, mais aussi collectivement », a martelé le président gabonais.

Ali BONGO ONDIMBA, défenseur incontournable de l'environnement

La question de l'environnement et du réchauffement climatique était le point culminant du discours du président gabonais à l'ONU. 50 ans après la Conférence de Stockholm, l'humanité est confrontée à une triple crise environnementale sans précédent : les changements climatiques, l'extinction de la biodiversité et la pollution, notamment par les plastiques. D'après Ali BONGO ONDIMBA, avec 88% de couverture forestière et une déforestation bien inférieure à 0,1%, le Gabon est un pays « riche en arbres, faible en déforestation », a affirmé le chef de l'État.

Aussi, Ali BONGO a rappelé que depuis la COP15, qui s'est tenue en 2009 à Copenhague, le Gabon a absorbé plus d'un milliard de tonnes de dioxyde de carbone, au rythme de 100 millions de tonnes par an. En d'autres termes, le pays d'Ali BONGO a déjà atteint, voire dépassé, l'objectif de neutralité de carbone de l'Accord de Paris. « Nous comptons sur la création d'un marché de carbone à séquestration nette pour nous permettre de maintenir cette performance jusqu'en 2050 et au-delà », a-t-il dit.

Selon lui, la prochaine Conférence des Nations Unies sur la biodiversité à Montréal serait un moment décisif pour l'humanité. Il a jugé essentiel que « nous adoptions un cadre mondial ambitieux à cet égard : le temps est venu de passer des milliards aux trillions, en mobilisant 1% du PIB mondial en faveur de la Nature », a indiqué le chef d'État avant de préconiser « enfin, face à la pollution dans nos villes, nos rivières et nos océans, nous devons sans tarder adopter un accord international contraignant sur la pollution plastique ».

Ali BONGO ONDIMBA prône la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

Dans son discours à New York, Ali BONGO ONDIMBA n'a pas manqué d'évoquer la problématique de la paix dans le monde. D'après lui, la limitation de l'accès aux armes des groupes armés, toujours plus nombreux, sera au cœur des priorités du Gabon lors de sa présidence du Conseil de sécurité dans quelques jours. À cet effet, il a tenu à réitérer l'appel de son pays en faveur d'un partenariat solide pour assurer une plus grande sécurité dans le golfe de Guinée et son soutien résolu à la sanctuarisation des écoles et des lieux éducatifs, notamment lors des conflits armés.

Le chef de l'État gabonais estime que l'internationalisme est à un tournant et que le Conseil de sécurité devait être réformé pour mieux prendre en compte les aspirations de l'Afrique, « qui a suffisamment attendu et n'attendra pas plus longtemps ». Il a par ailleurs estimé qu'il était indispensable de mettre fin au recours aux sanctions et d'œuvrer à jeter des passerelles de coopération.

La 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU est organisée à l'occasion du 30e anniversaire de l'adoption de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Ceci, dans un contexte où le Gabon qui est membre du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU prépare les rapports sur les avancées du respect des droits de l'Homme. Rapports qu'il doit soumettre à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en janvier 2023. ●

Brice GOTOA

Actualités



Vie chère : **Le Gabon dispose désormais d'une nouvelle mercuriale**



Afin d'atténuer les effets inflationnistes causés par le conflit russo-ukrainien et la pandémie de Covid-19, le gouvernement gabonais et les opérateurs économiques intervenant dans la chaîne des prix ont signé, le 15 septembre 2022, un protocole d'accord pour l'application de la nouvelle mercuriale. Celle-ci fixe les prix plafonds aux stades gros, demi-gros et détail de 48 produits alimentaires importés de catégories viandes, volailles, poissons, conserves, riz et produits laitiers.

Après une concertation entre l'État, les opérateurs économiques et les associations des consommateurs, les prix de 48 produits alimentaires de grandes consommations d'origine importée sont bloqués aux stades des grossistes, des demi-grossistes et des détaillants. La signature du protocole d'accord pour l'application de la nouvelle mercuriale entre les différentes parties s'est déroulée le 15 septembre 2022, à Libreville. « L'inflation qui était relativement contenue jusqu'en 2020 s'est brusquement accélérée, tirée pour l'essentiel par les produits alimentaires importés. Face à ce constat, le gouvernement a mis à contribution une commission interministérielle sur la vie chère à l'effet de soulager le panier des ménages à revenu modeste », a déclaré Nicole Lydie ROBOTY MBOU, ministre de l'Économie et de la Relance. La mise en application de cette nouvelle mercuriale vise à atténuer les effets

inflationnistes causés par le conflit russo-ukrainien et la pandémie de Covid-19. Elle est entrée en vigueur le 1er octobre 2022, et devrait occasionner un manque à gagner supplémentaire estimé à 300 millions de FCFA pour l'État.

Selon le ministre de l'Économie, les opérateurs économiques se sont engagés à : observer scrupuleusement les prix des produits définis dans le nouvel arrêté et faire jouer la concurrence en dessous des niveaux fixés ; respecter le niveau des marges des produits importés soumis au taux global réduit, plafonné à 24,5 % et décomposé comme suit : importateurs grossistes (7,5 %), semi-grossistes (5 %), détaillants (12 %) ; respecter les règles de transparence commerciale, notamment celles relatives à l'information du consommateur sur l'origine, les prix pratiqués, la facturation et les conditions générales de vente. « Le non-respect de ces engagements donnerait lieu à des sanctions conséquentes prévues dans les textes réglementaires des administrations concernées par la surveillance du marché », a-t-elle averti.

Mise en place d'une brigade mixte de contrôle pour veiller à l'application des prix

Une brigade mixte de contrôle va sillonner les marchés et les espaces commerciaux, afin de s'assurer de l'application de cette nouvelle mesure. Selon le gouvernement, les associations des consommateurs et plus généralement les consommateurs sont également invités à jouer pleinement leur rôle de premiers contrôleurs des prix. Hormis la brigade mixte, un numéro vert gratuit (8085) fonctionnel de 7 h 30 à 20 h, un numéro Whatsapp (061 000193), une page Facebook et un site internet (www.dgcc.ga) sont mis en place pour permettre de signaler aux services compétents la non-application de la nouvelle mercuriale. « Cette nouvelle mercuriale, qui durera six mois, fera l'objet d'une révision », a précisé le ministre de l'Économie.

Pour le président de l'Organisation gabonaise des consommateurs, Ibrahim TSENDJLET MBOULOU, cette mercuriale apaisera les ménages, car elle ramène des prix à des niveaux qui satisfont tout

le monde. « Les consommateurs que nous sommes, demandons également que ce plafonnement de prix touche les produits locaux », a indiqué Ibrahim TSENDJLET MBOULOU.

Amandes, peines de prison et fermeture définitive pour les commerçants véreux

Les grossistes, demi-grossistes et détaillants sont appelés à respecter les prix arrêtés par cette nouvelle mercuriale sous peine de sanctions. La Direction générale de la concurrence et de la consommation et celle du Commerce ont procédé à la sensibilisation des opérateurs économiques et à l'affichage de la nouvelle mercuriale 26 septembre 2022 dans le Grand Libreville. Tout opérateur économique qui ne respecte pas cette mercuriale sera sanctionné selon la loi en vigueur en République gabonaise.

« Vous pouvez compter sur nous pour faire appliquer ses sanctions qui sont prévues par la loi. Ce sont des amendes qui vont de 5 000 à 300 millions de FCFA pour le non-respect des prix. Il y a également des peines d'emprisonnement de 3 mois à 3 ans et des fermetures provisoires ou définitives des commerces », a déclaré Luther Steeven ABOUNA, directeur général de la DGCC. À la suite de la phase de sensibilisation, la DGCC est passée à partir du 1er octobre 2022 à une phase répressive. « Nous allons intensifier les contrôles pour nous assurer que cette mercuriale est bien respectée », a-t-il indiqué. Plusieurs magasins qui spéculaient sur le prix de l'huile de palme raffiné d'Olam ont été fermés par la DGCC grâce au concours des consommateurs.

Le ministère du Commerce, apprend-on, délivre un agrément d'importateur « vie chère » aux opérateurs économiques qui importent les produits de première nécessité. « Cet agrément offre des avantages à ces opérateurs économiques. En contrepartie, nous exigeons de ces opérateurs économiques le respect de la norme en vigueur en matière d'approvisionnement », a expliqué Zéphirine ETOTOWA NTUTUME, directrice générale du Commerce. ●

Brice GOTOA

► MANAGEMENT

LA SCG-Ré COTÉE EN BOURSE

Le Gabon des services en marche



Après un énième exercice bénéficiaire et conformément à son Plan Stratégique et de Développement « PSD 2022-2027 », la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), filiale du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), envisage faire son entrée prochaine à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale par une opération d'Appel Public à l'Épargne en vue de collecter 5 milliards F CFA.

Elle sera la première entreprise du secteur des assurances et de la réassurance de l'espace CIMA à être cotée en Bourse.

Leadership incontesté, la SCG-Ré a amorcé son expansion sur le plan international en juillet dernier par l'ouverture d'un premier Bureau de Souscriptions à Kigali au Rwanda.

Rentabilité, augmentation du chiffre d'affaires, fonds propres et stratégie, telles sont en substance, les questions abordées par son ADG, le Dr Andrew GWODOG sur le dynamisme, la croissance et le développement de la SCG-Ré.

ENOROMI MAGAZINE

Monsieur l'Administrateur-Directeur Général, comment se porte la SCG-Ré en ce moment ? Pouvez-vous nous faire un bref bilan de vos activités ?

Dr Andrew GWODOG

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance se porte très bien. L'exercice 2021 qu'elle vient de clore s'inscrit dans la longue lignée des exercices bénéficiaires que totalise la société depuis sa création en 2012.

Son dixième exercice d'activité se caractérise par un chiffre d'affaires de 14.644 milliards, soit une hausse de 7% comparé à 2020. Les cessions commerciales ont effectué un bond de croissance de plus de 50% pour se situer à plus de la moitié des cessions légales.

Après 10 ans d'activité, les cessions commerciales constituent plus de la moitié des cessions légales traduisant ainsi la volonté du Management de la société de porter au même niveau le chiffre d'affaires issus de ces deux activités.

Avec une sinistralité en baisse de 18%, un recul des frais généraux de 17% et une hausse des intérêts financiers de 4%, la SCG-Ré a obtenu un résultat social de XAF 1.018 milliard.

Son actif s'est ainsi apprécié de 22% passant d'un total bilan de 32 milliards à 39 milliards.

A l'issue de l'Assemblée Générale, un dividende de XAF 400 millions sera distribué aux actionnaires après la dotation règlementaire à la réserve légale et la création d'une réserve facultative avec dotation initiale de 1 milliards.

Management

Avec un capital social de départ de 2 milliards F CFA, la SCG-Ré a sollicité ses Actionnaires en 2014 pour porter son capital social à 5 milliards F CFA.

Conformément à la réglementation CIMA dont elle a reçu l'agrément en avril 2018, la SCG-Ré a porté son capital social à 10 milliards F CFA en 2021 par incorporation des réserves de 4,2 milliards et un apport des actionnaires de 800 millions.

Aujourd'hui, elle va procéder à une nouvelle augmentation de capital social par Appel Public à l'Épargne (APE) et faire sa première introduction à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC).

Les fonds collectés serviront à financer son développement commercial en Afrique afin de se hisser au rang des réassureurs africains de référence.

Elle a par ailleurs amorcé son expansion en Afrique à travers l'ouverture des bureaux de souscriptions dans des zones représentant des niches d'affaires

ENOROMI MAGAZINE

Votre dixième exercice s'est soldé par un chiffre d'affaires en hausse de 7% par rapport à l'année précédente, soit 14,6 milliards de Francs CFA au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021. Comment expliquez-vous cette réussite alors que nous étions en pleine crise sanitaire et économique ?

Dr Andrew GWODOG

Après l'année du choc de la crise sanitaire de la COVID-19 en 2020, la SCG-Ré a fait montre de résilience en 2021. L'accent a été mis sur le développement des souscriptions internationales.

Dès l'ouverture des frontières, les équipes commerciales se sont déployées sur les zones représentant des niches de développement du portefeuille d'affaires. Nous avons également mis l'accent sur le développement des souscriptions du marché anglophone. Pour ce faire, nous avons renforcé nos effectifs par l'embauche d'un souscripteur anglophone.

Les résultats ne sont pas faits attendre. Quand la réassurance de Cessions Lé-



gales a enregistré un recul de 3%, les souscriptions commerciales ont connu une hausse de 51% pour se situer à 5,2 milliards F CFA.

ENOROMI MAGAZINE

L'actualité principale de vos activités est portée sur votre opération d'introduction en bourse, comment se déroule le processus et à quel niveau en êtes-vous ? Aussi vous venez d'obtenir le visa de la COSUMAF qu'en est-il exactement ?

Dr Andrew GWODOG

Suite à la fusion des deux bourses de valeurs mobilières de l'Afrique Centrale notamment la BVMAC et la Douala Stock Exchange, les États membres de la CEMAC ont pris la résolution de dynamiser le marché unique ainsi créé par la cession de tout ou partie du capital des entreprises publiques ou à participations publiques aux investisseurs sous régionaux via la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

C'est ainsi que trois (03) sociétés filiales du FGIS parmi lesquelles la SCG-Ré ont été désignées par les plus Hautes Autorités du Gabon, en l'occurrence Son Excellence Ali Bongo Ondimba, Président de la République, Chef de l'État, pour faire leur entrée en bourse à partir de 2022. La SCG-Ré, réassureur Central, étant désignée pour servir d'exemple aux autres sociétés.

La SCG-Ré aura donc l'honneur d'être la première entreprise du secteur des assurances et de la réassurance de l'espace CIMA à être cotée en Bourse.

Afin d'assurer le succès de cette opération, nous avons dès le départ sollicité l'assistance de la COSUMAF et de la CIMA qui nous ont accompagné tout au long de ce processus.

Le 30 septembre dernier, nous avons reçu l'autorisation de la COSUMAF et de la CIMA d'augmenter notre capital social par Appel Public à l'Épargne (APE) pour un montant de FCFA 5 Milliards F CFA.



Ainsi le Document d'Informations est revêtu du visa numéro : COSUMAF-APE-03/22. Le nombre d'actions à émettre sur le marché s'élève à 250.000, pour un prix unitaire de FCFA 20.000 et la période de souscription s'étendra du 1er au 30 novembre 2022. Cette souscription est destinée à toute personne physique ou morale résidente ou non de la CEMAC.

A cet effet, je tiens particulièrement à remercier son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Nagoum YAMASSOUM de la COSUMAF et ses équipes pour les séances de travail ainsi que le Directeur Général de la BVMAC, Monsieur Louis Banga NTOLO pour la formation sur l'immersion en Bourse animée au Siège social de la CIMA afin de mieux appréhender le fonctionnement et les enjeux de cette opération.

ENOROMI MAGAZINE
Parlez-nous de l'expansion de la SCG-Ré en Afrique ? La société est désormais présente dans combien de pays en dehors du Gabon ? Quel en est le but visé ?

Dr Andrew GWODOG

Conformément à son Plan Stratégique et de Développement 2022 - 2027, la SCG-Ré a amorcé son expansion en Afrique par l'ouverture de son premier bureau de souscriptions Kigali Regional Office au Rwanda en août dernier.

Elle a poursuivi avec l'ouverture de deux (2) bureaux de liaison au Cameroun (Douala) à travers la société Global Reinsurance Brokers Conseil et au Congo Brazzaville (Pointe-Noire) à travers la société LG Conseil.

Le Bureau de Kigali ainsi constitué a obtenu l'autorisation du Régulateur Banque National du RWANDA (BNR) d'exercer en tant que filiale, communément appelé KRO (Kigali Regional Office). « Le KRO » est en charge des souscriptions au Rwanda, en Afrique Australe et en Afrique de l'Est à l'exception de l'Afrique du Sud.

Les activités se poursuivront par l'ouverture en 2023 du Bureau d'Abidjan en Côte d'Ivoire ; en 2024, par le bureau de Douala au Cameroun et en 2025, par le bureau de Casablanca au Maroc.

ENOROMI MAGAZINE

Grand Ré, le réassureur botswanais est annoncé comme un potentiel Actionnaire de la SCG-Ré, pouvons-nous avoir plus de détails sur ce sujet ? Que gagne véritablement le Gabon dans cette affaire ?

Dr Andrew GWODOG

Forte de ses performances financières depuis 10 ans, la SCG-Ré s'est hissée à la 23ème place dans le classement des 47 sociétés de réassurance en Afrique.

Filiale du groupe MASAWARA, Grand Ré totalise une expérience de 17 ans dans la pratique de la réassurance dont pourra bénéficier le Gabon à travers le partenariat avec la SCG-Ré.

Compte tenu de l'entrée du Gabon dans le Commonwealth, il conviendrait de développer une diplomatie économique agissante du côté des Etats anglophones. C'est la raison pour laquelle nous avons ouvert notre premier bureau de souscription dans un pays anglophone. Il faut rappeler que la dé-

cision d'accepter le Gabon en tant que membre du Commonwealth a été prise à Kigali et une semaine plus tard, une société Gabonaise, détenue par l'Etat Gabonais à hauteur de 68,89% a ouvert son premier bureau de souscription dans le marché Commonwealth. Nous escomptons donc avec GRAND Ré, avoir la possibilité de développer un partenariat gagnant-gagnant dans les zones où elle est installée et bénéficier de son expertise en échange de la nôtre.

Par ailleurs, nous échangerons des risques opérationnels, techniques, financiers. Plusieurs séminaires de formation seront organisés sur l'ensemble des Etats membres du Commonwealth.

ENOROMI MAGAZINE

La SCG-Ré est à ce jour un acteur incontournable dans le secteur des la Réassurance et prend activement part à toutes les grandes manifestations internationales y relatives. Comment avez-vous réussi ce positionnement ?

Dr Andrew GWODOG

En février 2012 lorsque Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat, instruisait le Ministre de l'Economie et de la Relance de l'époque, le FGIS et les Sociétés d'assurances du Gabon de créer en complément des autres Institutions du secteur des assurances du marché Gabonais, une société de Réassurance Nationale, plusieurs étaient sceptiques du fait que les Gabonais se lancent dans la réassurance.

Dix ans plus tard, nous attestons que ce fut une excellente décision et témoignons des performances positives du Réassureur National. Ainsi le marché Gabonais n'est plus aussi perméable et n'exporte plus autant de primes de réassurance à l'étranger (65%).

Il faut noter ensuite que notre marché est le 4eme marché des assurances de la Zone CIMA et que le Gabon avait décidé de lever le pied sur son leadership en matière d'assurances avec l'ensemble des acteurs du marché Gabonais réuni au sein de la FEGASA.

Pour préparer le leadership de notre pays, la SCG-Ré a (i) ; été portée à travers son Administrateur-Directeur Gé-

Management

néral à la tête de la FEGASA depuis le 13 juillet 2018, (ii) ; été portée au Bureau Exécutif de l'OAA pour représenter l'ensemble des marchés de l'Afrique Centrale, (iii) ; a organisé du 17 au 20 février 2020, la 44ème Assemblée Générale de la FANAF à Libreville. Voilà comment le leadership de la SCG-Ré a été préparé et provient d'une stratégie longuement étudiée, analysée et mise en place au sein de la FEGASA avec le concours de la Direction Nationale des Assurances (DNA) donc du Ministère de l'Economie et de la Relance.

ENOROMI MAGAZINE

Monsieur l'Administrateur-Directeur Général, quelles sont les perspectives et les défis de la SCG-Ré pour les prochaines années ?

Dr Andrew GWODOG

A l'horizon 2023 et consécutivement à son introduction en bourse, la SCG-Ré va procéder à une modification de sa Gouvernance, son fonctionnement et son mode de communication.

Pour y arriver, la SCG-Ré compte d'abord sur le soutien des Hautes Autorités du Gabon, des Actionnaires historiques et des nouveaux Actionnaires dans le cadre de l'augmentation du capital social par Appel Public à l'Epargne (APE).

Notre prochain défi est d'intégrer le top10 des sociétés de Réassurance grâce au développement commercial à l'international.

Nous devons tout faire pour réaffirmer le positionnement de la SCG-Ré comme le Réassureur Central c'est-à-dire le Réassureur Leader en Afrique Centrale, nous y sommes presque au bout de 10 ans, mais nous devons consolider cette place et la développer davantage.

Après l'Afrique Centrale, c'est-à-dire la CEEAC, puisque la CEMAC est en train de fondre dans la CEEAC, nous souhaitons être la 3ème société de réassurance dans la Zone CIMA en prélude à la ZLECAF.

Le défi est la transparence car une entreprise cotée en bourse a l'obligation d'être transparente envers ses Actionnaires et de produire trimestriellement une information financière fiable qui

puisse mettre en confiance les différents investisseurs.

C'est également réussir la transition de notre système comptable actuel au système IFRS requis pour les sociétés cotées en bourse. Ce qui nous oriente manifestement vers la gestion actif/passif. Les équipes comptables de la SCG-Ré sont à pied d'œuvre pour refaire toute leur base de données et avoir des compléments de formation pour réaliser cette noble ambition.

Si on nous disait dix (10) ans plutôt qu'en 2022, la SCG-Ré serait la première société agréée par la CIMA, à faire son introduction en bourse je n'y aurais pas cru. Il convient à ce stade de remercier les Hautes Autorités Gabonaises qui en 2012 ont fait confiance à des jeunes fous qui avaient décidé de ne pas se contenter d'être des assureurs mais d'ajouter un nouveau métier à savoir la réassurance, et cette société, 10 ans plus tard, je pense que modestement nous avons fait une toute petite partie qui représente pour nous la première marche vers un développement futur.

Notre grande joie serait de voir la SCG-Ré briller à jamais et de s'implanter partout en Afrique pour permettre à travers les primes d'assurances souscrites à l'extérieur, d'avoir une balance de paiement financière gabonaise qui soit toujours excédentaire.

Tout comme les footballeurs qui cherchent des coupes de victoires sportives, la SCG-Ré cherche des ressources financières en vue de développer son pays.

ENOROMI MAGAZINE

Un mot de fin ?

Dr Andrew GWODOG

Pour conclure, je souhaiterai aborder avec vous un nouveau défi.

Le Gabon, à travers la SCG-Ré, va être la première société agréée par la CIMA à être cotée en bourse, ce qui ouvre des perspectives énormes pour tout le secteur d'assurances de la CIMA. Et c'est la raison pour laquelle ici, je souhaite remercier M. le Secrétaire Général de la CIMA qui nous accompagne dans

cette opération. Rendez-vous compte que la BVMAC compte seulement six (6) sociétés cotées en bourse sur l'ensemble des opérateurs économiques des six (6) Etats membres de la CEMAC.

Si seulement lesdits Etats doivent rendre dynamique le marché financier de l'Afrique Centrale, la Bourse ne pourra pas atteindre le niveau escompté.

C'est donc un appel que je lance à tous, confrères et aux Actionnaires du secteur des Assurances, de la Réassurance et de la Banques. Le dynamisme de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) relève également de notre responsabilité. Je ne doute pas un seul instant que beaucoup vont suivre l'exemple de la SCG-Ré parce qu'aujourd'hui, ils n'ont plus d'excuses. La SCG-Ré est un exemple de réussite et c'est plus que jamais le moment de solliciter et de permettre aux Gabonais, aux Africains de l'ensemble des 14 Etats membres de la CIMA de diversifier leur patrimoine parce qu'acquérir une action dans une société est un acte de placement.

Le patrimoine peut être constitué de bien mobiliers, mais également de biens immobiliers. La culture financière n'étant pas suffisamment développée dans nos pays, il est temps de commencer à diversifier nos investissements profiter de ces nouveaux types d'investissements qui sont beaucoup plus rentables que les placements traditionnels. ●

*Propos recueillis par
Dorine Henry M.*

enoromi ma zine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine





► ENTREPRENEURIAT

Institut Privé ITER

L'ambition d'Issa MEGUILE pour les étudiants.

L'Institut Privé ITER, première école de l'entreprise, naît de la volonté d'un citoyen engagé et altruiste soucieux d'apporter sa pièce à l'édification du secteur éducatif gabonais et pallier la problématique de l'inadéquation entre les offres de formation et les besoins des entreprises. Dans l'entretien ci-après, son promoteur, Issa MEGUILE, assume l'ambition d'en faire le meilleur établissement du pays en matière de préparation aux diplômes d'État.



ENOROMI MAGAZINE

Bonjour, pouvez-vous nous présenter la personne derrière l'Institut Privé ITER ?

Issa MEGUILE

Issa MEGUILE est un citoyen gabonais, titulaire d'un Master professionnel en droit parcours Gouvernance d'État. Sur le plan associatif et du bénévolat, je suis fondateur et Directeur exécutif de l'ONG 9Projets, une organisation qui depuis quelques années met en œuvre deux vastes programmes à fond propre notamment le «Projet Bibliothèque» et l'initiative «Passerelle». Mon engagement associatif m'aura permis d'être nommé au bureau national du Conseil nationale de la jeunesse du Gabon (CNJG) en qualité de Conseiller juridique, poste que j'ai occupé de 2017 en 2019. J'ai également présidé la commission de révision des textes de cette première organisation de jeunesse en 2020.

En 2021, l'ONG dont j'ai la charge s'est vue décerner par le Ministère de la Jeunesse

un agrément confirmant nos efforts de professionnalisme et notre présence sur le terrain. Je suis actuellement consultant juridique du Secrétariat permanent du Payncop Afrique (Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix).

Sur le plan professionnel, je suis juriste d'entreprise pour le compte d'une société d'import et d'export. Et j'assume le rôle de consultant juridique de quelques structures de la place. Ma passion pour la formation trouve assurément son origine par rapport à mon implication associative sur la qualité de l'éducation et de la formation au Gabon, en 2017, j'ai participé au nom de mon ONG aux pourparlers entre le ministère de l'Enseignement supérieur et l'ensemble des mutuelles et organisations de jeunes sur la baisse des coûts de scolarité au sein des universités et grandes écoles du Gabon. Le dédicé de créer un établissement de formation professionnelle à la pointe et ouvert à toutes les couches sociales est venu de là.

ENOROMI MAGAZINE

Institut Privé ITER : Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Issa MEGUILE

L'Institut Privé ITER est un établissement de formation professionnelle sous la tutelle du Ministère de la formation professionnelle reconnu sous le numéro 0012/MEFPTFPPP/ SG/DGFP/DFI. L'institut Privé ITER prépare les étudiants à l'obtention des diplômes d'État tels que le DTS, le CFP et des certifications professionnelles. Aussi, pour l'atteinte de nos objectifs, nous avons multiplié les partenariats académiques et professionnels. Cette dynamique a pour finalité de faire de notre établissement, la première école de l'entreprise au Gabon. Ce serait peut-être difficile, mais nous avons cette ambition. C'est donc à juste titre que depuis sa création, l'institut privé ITER a tissé un partenariat pédagogique avec les écoles et universités locales, les premiers centres de formation professionnelle du Sénégalais et la fédération européenne des écoles. Ces conventions permettent à nos étudiants de se préparer pour l'obtention des diplômes Bachelor, Master européen et sénégalais. Par ailleurs, nous travaillons à améliorer la qualité de notre offre de formation et de nos structures avec des fonds propres.

ENOROMI MAGAZINE

Au regard de votre parcours, qu'est-ce qui vous a motivé à créer un établissement dans le domaine de l'enseignement professionnel ?

Issa MEGUILE

Juriste de droit public et pleinement engagé pour l'éducation dans le milieu associatif. J'ai trouvé un intérêt pour la formation des jeunes. Je me définis plus en qualité de philanthrope, intéressé par les questions d'intérêt général plutôt qu'entrepreneur. Dans cet élan, je suis très naturellement attiré par de nouveaux défis dans l'intérêt de participer au tout petit niveau à aider les gens. Je dirais que j'ai été aussi très marqué par le leadership d'un aîné et l'un des modèles actuels de la jeunesse gabonaise, Geoffrey Mfoumboula, qui lors de nos quelques rencontres a suscité en moi l'idée d'une participation noble et altruiste pour les causes communes. C'est donc au regard de ce qui précède que j'ai entamé des démarches pour l'ouverture de l'institut Privé ITER qui signifie en latin «le Chemin».

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les différentes offres de formation proposées par votre établissement ?

Issa MEGUILE

Nos formations sont orientées vers les métiers du tertiaire, de l'industrie et de la gestion des organisations. Nous formons des techniciens supérieurs en Logistique et transport, en QHSE, en Banque finance assurance, Gestion et comptabilité, gestion des entreprises, gestion des ressources humaines. À ces formations classiques, nous ajoutons des certifications dans d'autres domaines en fonction des exigences conjoncturelles et de la demande sur le marché de l'emploi. En résumé, nos étudiants sortent de leurs parcours avec des diplômes et des certifications pour les rendre polyvalents. Nos formations sont orientées vers les métiers du tertiaire, de l'industrie et de la gestion des organisations. Nous formons des techniciens supérieurs en Logistique et transport, en QHSE, en Banque finance assurance Gestion et comptabilité, Gestion des entreprises, Gestion des ressources humaines. À ces formations classiques, nous ajoutons des certifications dans d'autres domaines en fonction des exigences conjoncturelles et de la demande sur le marché de l'emploi. En résumé, nos étudiants sortent de leur parcours avec des diplômes et des certifications pour les rendre polyvalents. Cette stratégie marche plutôt bien, car nous avons obtenu un taux de réussite de 80% aux examens DTS cette année et nous ne comptons pas nous arrêter là.

ENOROMI MAGAZINE

Votre slogan : « Le chemin vers l'insertion » : quelle est la spécificité de la formation dans votre établissement lorsque les experts s'accordent à dire que la problématique du chômage dans notre pays est due à l'inadéquation entre les offres de formation et les offres en termes d'emploi ?

Issa MEGUILE

La question de l'inadéquation formation emploi dans notre pays devrait être analysée de manière transversale et avec beaucoup minutie. Le Gouvernement a fait un grand pas sur cette problématique en présentant sa stratégie le 4 septembre 2022, visant à réduire l'écart entre les demandes d'emploi sur



le marché et les offres proposées par les entreprises. Les secteurs tels que les BTP, la logistique, la banque finance et l'assurance et la santé sont prioritaires dans nos offres classiques et nos programmes parallèles de formation. Nous nous engageons à former des citoyens outillés. Aussi, nous avons initié des formations en entrepreneuriat pour préparer l'étudiant à s'auto-employer soit en tant que technicien et freelance dans le domaine de sa formation ou dans un autre secteur.

ENOROMI MAGAZINE

« Bonus École ». Pouvez-vous nous expliquer le concept ?

Issa MEGUILE

« Bonus École », est un programme propre à l'Institut qui consiste en plus de la formation suivie par nos étudiants de leur offrir des formations annexes par des ateliers, des conférences et séminaires de formations assorties des certificats. L'objectif est de permettre aux étudiants d'avoir une plus-value sur la formation initiale dans l'optique de les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes accrédité par la Fédération européenne des écoles, quels sont les avantages de cette accréditation ?

Issa MEGUILE

La Fédération européenne des écoles est un réseau de 500 établissements Supérieurs et Professionnels. Créée en

1963 à Barcelone, elle propose des diplômes allant du niveau Bac+3 à Bac+5, respectant les référentiels européens. Sa politique est d'impulser un modèle de progrès pour l'éducation. Ce partenariat a pour avantage d'offrir à nos étudiants une formation de qualité à l'échelle internationale, les rendant ainsi compétitifs vis-à-vis de différentes exigences formulées par le monde professionnel, au progrès et changement observés dans le domaine de la formation. Il facilite également une insertion professionnelle pour les étudiants qui souhaitent s'installer à l'étranger.

ENOROMI MAGAZINE

Pour finir, pouvez-vous donner à nos lecteurs les modalités et les critères d'inscription à l'Institut Privé ITER ?

Issa MEGUILE

Concernant les modalités et critères d'inscription : Nous préparons pour les diplômes suivants : CFP, DUT, DTS et Licence dont le niveau est déterminé par le type de formation. Pour les modalités lors de l'inscription de l'étudiant il devra nous fournir un acte de naissance légalisé, deux demi-cartes photo, l'attestation du Bac, le relevé du Bac, une rame de papier et les frais d'inscription. Pour plus d'informations, veuillez nous contacter. ●

Propos recueillis par
Sveltana ADAH MENDOME

**Moov
Africa**

Gabon Telecom



ier

**EN AFRIQUE
CENTRALE**

**LE MEILLEUR DU
TRÈS HAUT
DÉBIT**

Jusqu'à
500 Mb/s



MoovBOX

moov-africa.ga

— Enquête —

HUILE CUISIN'OR

Pourquoi est-ce si rare et si cher ?

I Si elle s'était déjà raréfiée dans plusieurs rayons de magasin de la capitale dès le premier trimestre, l'huile de palme raffinée Cuisin'Or a complètement disparu des épiceries entre le 2e et la fin du 3e trimestre, y compris à l'intérieur du pays. Quelle en est la raison ? Pourquoi son prix a-t-il augmenté ? Que fait le gouvernement face à cette situation ?

CURIEUSE DISPARITION

Mais où est donc passé Cuisin'Or ? La question n'a pas cessé de revenir ces derniers mois dans les ménages, particulièrement à Libreville où cette huile de table s'est raréfiée sur les étales. Depuis le début de l'année 2022, en effet, cette huile de palme raffinée s'est avérée difficile à trouver dans les commerces. Une situation mal vécue par les populations, d'autant plus que le produit, fabriqué au Gabon, était jusque-là le plus accessible en raison de son prix par rapport aux huiles de table importées. Mais depuis mi-2021, l'alerte avait déjà été donnée et beaucoup évoquaient alors une pénurie. « Faux ! » avait réagi le producteur à cette époque.

En juin 2021, en effet, Olam Palm Gabon (OPG) avait expliqué que « les volumes produits [étaient] supérieurs à la demande nationale estimée ». Le producteur avait assuré que les stocks étaient disponibles, d'autant que la société n'exporte pas l'huile de table et que les usines de production de Lambaréné et Mouila avaient recommencé à tourner à plein régime après la période Covid-19.

Seulement, dès le premier trimestre 2022, le produit s'était à nouveau raréfié, au point de connaître une augmentation de son prix sur le marché local pour les commerces parvenant à le proposer à la vente. En effet, après plusieurs semaines d'absence, en mars dernier, l'huile Cuisin'Or était à nouveau disponible d'accès pour les ménages, mais pas pour les moins aisés. Ce produit de base était désormais vendu à 1 500 FCFA la bouteille de 1 litre au lieu des 1 200 FCFA initiaux et à 7 000 FCFA voire 9 500 FCFA le bidon de 5 litres contre 4 500 FCFA avant la hausse.

LES RAISONS DE LA HAUSSE

Pointée du doigt par les consommateurs, Olam Palm Gabon n'a pas cessé depuis 2021 d'assurer que la rareté de son huile sur les étales n'est pas de son fait. « Les quantités produites sont en constante augmentation, avec une production qui a presque triplé depuis 2017 », avait fait valoir la société. Pour contrer les accusations sur les nouveaux prix de son produit, OPG avait d'ailleurs assuré que les prix pratiqués par elle sont inférieurs à ceux homologués par la Direction Générale de la Concurrence et de la Consommation (DGCC). Les raisons de la pénurie et même celles expliquant la hausse des prix observée jusqu'au 3e trimestre 2022 sont à chercher ailleurs.

S'il ne s'était pas vraiment intéressé au sujet depuis le début des plaintes des consommateurs, le gouvernement a néanmoins lancé une enquête. Et le 21 septembre 2022, dans un communiqué conjoint, la ministre de l'Économie et de la Relance et son collègue du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises ont informé que « certains grossistes véreux ont choisi volontairement et unilatéralement de déséquilibrer le marché par la rétention d'importantes quantités du produit, dans le but d'augmenter leurs marges ».

Cette pratique, considérée par les autorités comme « une déviance intolérable » doublée d'une « pratique commerciale déloyale » a conduit à une mise en garde avant la survenue des mesures drastiques.



RÉORGANISATION DE LA CHAÎNE DE DISTRIBUTION

Pour mettre fin à la spéculation sur l'huile de palme raffinée Cuisin'Or, le gouvernement a décidé de réorganiser la chaîne de distribution du produit. Les contrevenants ont été exclus du circuit. Les opérateurs économiques intervenant dans la commercialisation de proximité de ce produit sont désormais invités à s'approvisionner uniquement auprès des grossistes retenus parmi lesquels le groupe Ceca-Gadis, Fober Gabon et le supermarché Mbolo, à Libreville.

Pour dissuader tout nouvel éventuel contrevenant, le gouvernement a annoncé que des brigades conjointes de la DGCC et de la Direction Générale du Commerce (DGC) sillonneront les boutiques de la capitale notamment. Celles-ci, indique-t-on, ont été « instruites d'intensifier les contrôles avec fermeté, afin de sanctionner sévèrement tous les contrevenants dans le but de préserver le pouvoir d'achat des ménages ». ●



► PUBLIREPORTAGE

CONFÉRENCE AFRICA DOWN UNDER Elvis OSSINDJI valorise les ressources minières du Gabon en Australie

La 21e édition de la Conférence minière African Down Under s'est tenue du 31 août au 2 septembre 2022 à Perth en Australie. Le Gabon a été représenté par son ministre des Mines, Elvis OSSINDJI. Le membre du gouvernement a, au cours de son intervention, valorisé les ressources minières du pays afin d'attirer les investisseurs australiens.

Le ministre des Mines, Elvis OSSINDJI a présenté le 31 août 2022 à Perth en Australie, les projets à venir du Gabon afin de susciter l'intérêt des Australiens pour le secteur minier et énergétique gabonais. Selon le ministère des Mines, cette présentation qui s'est déroulée à la Conférence African Down Under (ADU) avait pour but de promouvoir le Gabon comme une destination attrayante pour l'industrie minière internationale.

« Le Gabon a su très tôt se concentrer sur l'un de ses minerais phares, le manganèse, dont le pays est maintenant le 2e producteur mondial », a indiqué Elvis OSSINDJI au cours de sa présentation. Selon lui, la stabilité sociale et politique du pays ainsi que la présence d'infrastructures de grande ampleur telle que le Transgabonais sont autant d'atouts et d'arguments incitatifs pour la mise en œuvre de projets industriels d'envergure. Il a également évoqué les objectifs pour le développement effectif de l'industrie minière gabonaise.

Africa Down Under est une conférence minière organisée par PayDirt Media, une société médiatique australienne de premier plan. La conférence a été introduite afin de susciter l'intérêt de l'Australie pour le secteur minier et énergétique en Afrique. ADU est ainsi l'un des plus grands événements miniers africains organisés en dehors du continent.

Le Gabon ambitionne de devenir le premier exportateur mondial du manganèse

Actuellement 2^e producteur mondial de manganèse, le Gabon ambitionne de devenir le premier exportateur mondial de ce minerai grâce à des opérateurs tels que la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), Nouvelle Gabon Mining S.A., Alpha Centauri Mining et la Société équatoriale des mines (SEM). Le pays envisage également de « mettre rapidement en production les projets aurifères notamment avec le projet Eteke, par le groupe Managem et atteindre une production aurifère significative », selon le ministère des Mines.



Ainsi, le gouvernement a octroyé en mai 2022, au groupe marocain Managem, le permis d'exploration et d'exploitation du projet aurifère d'Etéké, dans la province de la Ngounié au sud du Gabon. Sur ce site minier d'une superficie de 1408 km², l'entreprise marocaine vise une production de 2 tonnes d'or par an. Les réserves de ce gisement sont estimées à plus de 23 tonnes.

S'agissant du fer, le Gabon compte démarrer très bientôt la production de minerai de fer par la mise en exploitation des gisements à haute teneur avec Genmin et Fortescue Metal Group. Il devrait également lancer l'exploration d'autres substances minérales (terres rares, cuivre, zinc, uranium) présentes en nombre dans le sous-sol gabonais.

AFRICA DOWNUNDER

31 Aug - 2 Sept 2022

Perth, Western Australia

À Perth, Elvis OSSINDJI vante les opportunités d'investissement dans le secteur minier au Gabon

Le ministre des Mines, Elvis OSSINDJI a saisi l'occasion de cette conférence pour vanter les opportunités d'investissement dans le secteur minier au Gabon. Ce, dans un contexte où le Gabon est lié à l'Australie par plusieurs projets miniers. Notamment, la convention de recherche du gisement de fer de Belinga avec l'Australien Fortescue Metals Group, ainsi que l'importante découverte de zinc-plomb à haute teneur dans le gisement de Dikaki par la société d'exploration Apollo Minerals.

À la suite de son intervention et ses rencontres avec le ministre australien en charge des Mines, Bill JOHNSTON et le ministre australien délégué aux Affaires étrangères, Tim WATTS, Elvis OSSINDJI a rencontré un parterre d'opérateurs et d'investisseurs australien qui ont été fascinés par la dynamique du Gabon, apprend-on.

Rappelons que le secteur minier représente environ 6 % du produit intérieur du Gabon. Outre le manganèse et l'or, le minerai de fer, dont le Gabon détient des réserves abondantes, figure parmi les ressources naturelles stratégiques du Gabon. De plus, le sous-sol renfermerait aussi des métaux comme le niobium, des terres rares, de l'uranium, du cuivre, du zinc, etc. ●

Hailée MD

Dossier

INFLATION

Pourquoi ça explose et comment y faire face ?

Dès 2020, les indices des prix à la consommation ont fortement été impactés par la flambée des cours des matières premières et ceux des produits alimentaires. Deux ans après, cette situation d'inflation est encore durement vécue par de nombreux pays à travers le monde, et le Gabon ne fait pas exception. Comment les autorités font-elles pour y remédier ? Où se situe le niveau d'achat des ménages ?



LA SITUATION EST MONDIALE

Augmentation générale des prix des biens et des services, perte du pouvoir d'achat des ménages... tous les signes de l'inflation sont perceptibles depuis le début de l'année 2022, et le ralentissement de la pandémie de Covid-19 semble ne rien y faire. Le monde entier est touché. Aux États-Unis, l'inflation est estimée à 7% en 2021, une première depuis près de 40 ans. Et d'autres pays tels que la France (3,6%), l'Allemagne (5,3%), l'Italie (14,1%) n'en mènent pas large.

Selon les chiffres officiels issus du Tableau de bord de l'économie gabonaise, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 5,0% en 2021 contre 0,3% en 2020. Dans notre sous-région, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), à fin décembre 2021, le niveau général des prix a connu une hausse relativement contrastée avec une inflation en moyenne annuelle en repli à 1,6% contre 2,6% à la même période l'année précédente. En glissement annuel, ce taux est passé de 20,0% à fin décembre 2020 à 2,6% en fin d'année dernière.

Sur le plan local, bien que ressentie par les ménages, au Gabon, l'inflation s'est pourtant repliée à 1,1% en 2021 contre 1,3% en 2020, à en croire les chiffres de la Banque africaine de développement (BAD) qui explique cette baisse par « la maîtrise des prix des transports et des produits alimentaires ». En avril 2022, l'institution bancaire prévoyait toutefois que l'inflation devrait s'établir 2,9% en fin d'année, et à 2,5% en 2023. Nous y sommes visiblement. ●



LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE ACCUSÉE

La hausse généralisée des prix enregistrée dans le monde actuellement survient après que la pandémie de Covid-19 a connu une forte baisse, grâce notamment aux campagnes de vaccination. Ce qui a occasionné une forte reprise économique après deux années de confinements successifs. Seulement, si les ménages avaient été contraints de diminuer leur consommation, la reprise de celle-ci a été beaucoup trop forte. L'offre n'a donc pas suivi la demande. Selon plusieurs spécialistes, c'est précisément la distorsion entre une demande vigoureuse d'un côté et une offre qui de l'autre côté tardait à arriver qui a fait monter l'ensemble des prix pour les biens et les services, explique la Banque Transatlantique.

Mais la crise russo-ukrainienne n'y est pas non plus pour rien dans ce phénomène qui a fini par prendre des proportions

plus importantes dès le début de l'invasion de la Russie, le 24 février 2022. Le cours du baril de Brent est passé de 77\$ à 120\$ les jours qui ont suivi le début du conflit. Le cours du gaz en Europe s'est envolé passant de 23\$ en début d'année à 40\$ aujourd'hui. Le cours du blé quant à lui a atteint 430€ en mai contre 250€ en début d'année. Ces augmentations ont une explication : la Russie et l'Ukraine sont parmi les producteurs les plus importants de matières premières dans le monde. La Russie est le deuxième exportateur de pétrole et le premier exportateur de gaz au monde. L'Ukraine est un important producteur de denrées agricoles.

« De cette hausse des matières découle une hausse des coûts de l'ensemble des produits que nous consommons (nourriture, chauffage, transports, etc.) que les industriels répercutent, autant que faire se peut, aux consommateurs finaux », explique encore la Banque Transatlantique qui y voit également l'impact du reconfinement en Chine, notamment en raison des retards de livraison que cela a provoqués. ●



DES SOLUTIONS ?

Face à ce phénomène mondial, sur le plan local, les autorités ne manquent pas de chercher des solutions pour y faire face, tout en invitant les autres nations à une action collective. C'est notamment l'appel lancé par Ali BONGO ONDIMBA, le 21 septembre 2022, à New York, aux États-Unis, lors du débat général organisé dans le cadre de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La présentant comme « une menace insidieuse » qui plane sur les économies du monde, le président de la République a exhorté ses pairs à lutter ensemble contre l'inflation. D'autant plus que, selon lui, celle-ci a désormais atteint « de tristes records ».

« Personne n'est épargné, les entreprises comme les ménages, le Nord comme le Sud. Ses effets sont dévastateurs. Il nous faut donc agir. Individuellement, certes. C'est ce que le Gabon fait en subventionnant certains produits de première nécessité, en contrôlant les

prix sur d'autres. Mais ici aussi, nous ne parviendrons à vaincre efficacement ce phénomène que si nous agissons collectivement, de manière coordonnée, en toute solidarité. C'est un défi de plus lancé à la face du monde. Nous devons ensemble, tous ensemble, le relever », a lancé le chef de l'État lors de sa déclaration au siège de l'ONU.

Au Gabon, en effet, des solutions ont été annoncées ces dernières semaines dans le but de lutter contre l'inflation. La plus récente est la mise en place d'une nouvelle mercuriale des prix des produits de première nécessité. Il s'agit précisément des produits de consommation importés. Et l'objectif de cette nouvelle mercuriale est de « maintenir les prix qui ne cessent d'augmenter à l'international », a expliqué la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeannine Lydie ROBOTY épouse MBOU.

Prenant en compte 48 produits alimentaires importés, cette mercuriale a été signée le 15 septembre 2022 pour une entrée en vigueur le 1er octobre 2022.

Selon le gouvernement, cette solution occasionnera un manque à gagner pour l'État de 300 millions de FCFA. Mais ce n'est pas le seul sacrifice consenti depuis le début de l'inflation. Concernant les produits pétroliers, les autorités ont continué à prendre sur eux de subventionner le prix des carburants notamment.

« Les subventions à la pompe ont permis de maintenir le prix du litre de gasoil 585 francs et celui du litre d'essence à 605 francs. Si nous avons laissé faire, ceux-ci auraient probablement grimpé au-delà de 1000 FCFA », a déclaré le président de la République, le 16 août 2022, à l'occasion de sa traditionnelle adresse à la nation.

Contre la vie chère, les sacrifices consentis par l'État lui ont déjà coûté près de 340 milliards de FCFA sur 10 ans, soit une moyenne annuelle de 33,9 millions de FCFA a informé en juin 2022, à l'Assemblée nationale, la ministre de l'Économie. ●

PASSION AUTO241

L'AUTOMOBILE VUE DU GABON

Vivez l'automobile au Gabon

Oubliez les magazines de Mbeng,
fini les analyses où on vous raconte des
choses qui ne vous concernent pas!

ICI
ON VOUS PARLE
LOCAL



CONTACTEZ NOUS!

☎ 074 819 283 •

@PassionAuto241



► ÉCONOMIE

CHUTE DE L'EURO FACE AU DOLLAR

Ses incidences sur les politiques monétaires de la zone franc.

Après les sanctions économiques et financières les plus dures jamais infligées à un pays par les Occidentaux dès le mois de mars 2022, les Russes ont réagi en mettant en œuvre des contre-sanctions pour en limiter les effets. Ces mesures ont eu pour conséquence de faire chuter la valeur de l'euro face au dollar. Décryptage des conséquences sur les économies de la zone franc.

Une crise énergétique sur fond de sanctions économiques et financières

La décision de se couper du gaz russe qui fournissait jusqu'en janvier 2022 près de 45% de la consommation de l'Union européenne (UE) a jeté un coup d'accélérateur sur les prix de cette ressource énergétique au point où le risque d'en manquer pour l'hiver prochain est devenu une possibilité de plus en plus probable. Mais les inquiétudes ne s'arrêtent pas là. Avec une inflation moyenne de 9,1% en zone euro, les gouvernements européens et la Banque Centrale multiplient les mesures de soutien aux populations gravement impactées socialement. Pour assombrir encore plus le tableau : la baisse vertigineuse de l'euro, la monnaie unique de 12 Etats européens, par rapport au dollar américain s'accroît depuis plusieurs mois.

Une chute de valeur de l'euro inattendue

Depuis sa création en 2002, la monnaie unique européenne n'est pas à son premier soubresaut. Déjà avec la crise financière de 2008 qui s'était transformé en crise des dettes souveraines en 2012, l'euro était tombé sous la barre symbolique de 1 dollar. Elle n'avait obtenu son salut que grâce aux politiques budgétaires strictes des pays européens ainsi qu'à l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) qui avait racheté à coups de milliards les obligations des États afin de la stabiliser. Mais les raisons de la chute de l'euro cette année sont ailleurs. En effet, on peut citer deux raisons majeures pour comprendre cette situation.

Il y a d'abord le plan massif d'investissements sur le climat et la santé de l'administration Biden de 370 milliards de dollars en mars dernier. Ensuite, on notera la décision des pays européens de se passer totalement des hydrocarbures russes dès cet été. La coupure des approvisionnements en gaz par la Russie en fin août ont accentué les incertitudes concernant la capacité des Européens

à se passer des hydrocarbures russes. L'euro qui valait encore 1,20 dollar avait brusquement chuté à 1,13 dollar durant le mois de mars. La décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) de remonter ses taux directeurs afin de lutter contre l'inflation et éviter la surchauffe de son économie avait accentué le phénomène de baisse jusqu'au début du mois d'août où l'euro atteignait la parité avec le dollar, une première depuis 20 ans. Un mois plus tard, la monnaie unique européenne passait sous la barre du dollar pour atteindre la valeur de 0,97 dollar. En 1 an, l'euro s'est déprécié de 15% par rapport au dollar. Une situation qui fait peser de lourdes conséquences sur les économies de la zone euro. Mais comment comprendre une telle situation ?

Un euro faible face à un dollar fort

La faiblesse de l'euro s'explique en réalité par la force du dollar. En effet, l'embargo sur les hydrocarbures infligés par les Américains et les Européens à la Russie n'ont pas eu le même impact sur leur économie et monnaie respectives. En effet, pour les Européens, le choix de se passer totalement des hydrocarbures russes qui représentaient plus de 40% de leurs importations a entraîné de coûteuses réorganisations en matière de mise en place de nouveaux terminaux portuaires pour le gaz naturel liquéfié (GNL) et de raffinage adapté au gaz de schiste américain. Sans compter que la recherche de nouveaux fournisseurs de GNL, l'amélioration des structures d'importation et de distribution de gaz dans les pays de l'Union européenne et le développement des énergies renouvelables demandent du temps pour se mettre en place ce qui met sous forte tension leur situation énergétique.

Pour les Américains la situation est totalement différente. D'abord en raison de leur indépendance énergétique qui en fait même des exportateurs profitant ainsi de la hausse vertigineuse des prix des hydrocarbures. Cette situation a un effet sur la balance commerciale qui s'apprécie depuis le mois d'avril 2022 et qui soutient fortement le dollar. Ainsi la zone euro a enregistré un déficit commercial de 26 milliards en mai 2022 alors qu'il était en excédent de 12 milliards à



la même période en 2021. Cette dégradation de la balance commerciale pèse sur le taux de change. Un autre facteur qui joue également en défaveur de l'euro est l'inflation.

Des incertitudes qui favorisent l'inflation

L'augmentation des prix a une influence sur le taux de change. La monnaie américaine jouit d'un double avantage en raison de son effet de valeur refuge et comme monnaie de réserve. Les tensions liées à l'énergie ravivent la fonction du dollar comme valeur refuge ce qui se traduit par le nombre trois fois plus élevé des devises détenues dans les banques centrales par rapport à l'euro. Bien qu'ayant un niveau assez proche d'inflation aux alentours de 9%, les effets sur l'euro sont plus importants que sur le dollar. Les incertitudes plus grandes sur les économies européennes, avec des tendances défavorables en zone euro, ainsi qu'un effet refuge en faveur du dollar, rendent l'euro moins attractif. Pourtant cette baisse de l'euro devrait avoir un effet positif sur les exportations de biens et de services dans les zones en dollar grâce à une meilleure compétitivité. Malheureusement, elle renchérit les importations qui viennent de cette zone. Ainsi les biens de consommation, les biens intermédiaires, les matières premières et surtout l'énergie devenus plus chers, car facturés en dollar absorbent ainsi tous les avantages tirés de la dépréciation de l'euro et alimentent l'inflation. Mais qu'en est-il des monnaies arrimées à l'euro ?

Des économies de la zone CFA fortement affectées

La chute de la valeur de l'euro par rapport au dollar n'a pas de répercussions que sur les économies des pays de la zone euro. Sur le continent africain, quatorze pays réunis au sein du franc CFA subissent de plein fouet cette situation. En effet, le franc CFA est directement indexé sur l'euro à parité fixe. La première conséquence de cette parité fixe est sur la balance de changes. En effet, les importations libellées en dollar sont devenues plus chères. Pire, l'énergie payée en dollar nourrit l'inflation.





En outre, les pays africains étant dépendants des importations des denrées alimentaires principalement de pays de la zone dollar voient donc leurs maigres ressources fondre rapidement. Les pays comme la Côte d'Ivoire et le Togo ont lancé des programmes visant à substituer des denrées d'importation telles que le blé et le riz par des céréales locales tels que le mil et le sorgho. Même pour les pays disposant de matières premières pétrolières et minières libellées en dollar, la baisse de l'euro va entraîner un effet de profitabilité permettant d'engranger de substantielles devises en dollars, mais très vite dissoutes par les importations de produits de consommation courante. Quelles solutions alors pour les banques centrales de la zone franc CFA ?

Les banques centrales africaines impuissantes

Malheureusement, face à cette situation, les banques centrales africaines de l'ouest et du centre (BCEAO et BEAC) sont impuissantes. Sans capacité d'agir sur les taux directeurs, elles sont contraintes à suivre scrupuleusement les politiques

monétaires édictées par la BCE. Pour maintenir une inflation plus faible qu'en zone euro, elles devraient appliquer des mesures plus rigoureuses. Cette situation a en outre ravivé des débats sur le franc CFA.

Le franc CFA est né le 26 décembre 1945 au moment où la France ratifie les accords de Bretton Woods. Il signifie alors la Communauté Française d'Afrique. Au moment des Indépendances, il prendra la dénomination de Communauté Financière Africaine pour les 8 pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA) et Coopération Financière en Afrique pour les 6 pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Le Trésor français en garantit la convertibilité auprès de la Banque de France puis auprès de la BCE avec la mise en place de l'euro.

Pour ses détracteurs, le franc CFA est une monnaie coloniale qui empêche les anciennes colonies françaises de bénéficier d'un levier important de financement de leurs économies et qui les assujettissent à la France. Ils proposent donc la fin de

cette parité fixe à l'euro et son indexation dans un panier de devises dont le dollar, le yuan et le rouble en raison des multiples partenaires économiques des pays africains et du fait que le dollar reste la principale valeur refuge à l'échelle mondiale. Pour ses partisans au contraire, le franc CFA est un instrument de stabilité qui agit sur l'inflation et sur la dette des États.

Il est clair que cette perte de la valeur de l'euro face au dollar pourrait avoir un effet bénéfique sur les économies locales. Il serait temps d'engager des réflexions sur la relance des productions locales et la démondialisation en favorisant la diminution des importations, la stimulation des productions locales, la diminution des exportations et l'augmentation de la transformation des matières premières sur place. Mais il faut reconnaître que de telles transformations demandent beaucoup d'efforts pour des pays dont les gouvernements sont soumis à d'énormes contraintes financières que sont celles du régime de change dans la zone CFA. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

AV

Aelis Voyages

Votre partenaire de confiance



Ouverture
du Lundi au Vendredi
8h30 à 16h30



Disponible et joignable
24h/24 7j/7j



Billets d'avions



Assistance
aéroportuaire



Location de véhicules



Réservation d'hôtels



Forfait touristique



Visa en fonction
des destinations

+066 00 17 17 - 062 03 23 62
066 37 77 18

reservation@aelisvoyages.com

Libreville Gabon





► PUBLIREPORTAGE

CEMAC

Des états généraux pour envisager l'avenir

Les états généraux du fonctionnement des institutions, organes, institutions spécialisées et agences d'exécution de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) se sont tenus à Libreville sous le thème : « Consolidation des acquis et perspectives ». Il était question de faire le point complet à travers des thématiques en rapport avec le fonctionnement actuel des institutions de la communauté, 15 ans après la mise en place du Programme des réformes institutionnelles.

Libreville, la capitale gabonaise a abrité du 30 août au 1er septembre 2022, les travaux des états généraux sur le fonctionnement des institutions, organes, institutions spécialisées et agences d'exécution de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Sous le thème : « Consolidation des acquis et perspectives », cette rencontre de Libreville a offert aux participants l'opportunité pour débattre, et surtout de formuler des recommandations à l'attention des instances de la communauté afin d'envisager son avenir avec sérénité, confiance et ambition.

Le Premier ministre gabonais, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, a ouvert les travaux de ces premiers états généraux de la CEMAC. Elle a relevé que les états généraux du fonctionnement des institutions communautaires doivent être avant tout une opportunité devant concourir à rendre la communauté plus performante et leurs économies plus intégrées. La cheffe de gouvernement

gabonais a par ailleurs souhaité que les résultats acquis dans l'intégration des économies de la sous-région soient approfondis, conformément aux attentes légitimes des ressortissants de la CEMAC. Elle a également procédé à la coupure du ruban marquant l'ouverture des stands d'expositions faisant la promotion des institutions et organes de la communauté.

Le président de la Commission de la CEMAC, Pr Daniel ONA ONDO a pour sa part, précisé que les travaux des présents états généraux revêtent pour la CEMAC une profonde signification. Il a exhorté tous les participants à s'impliquer pleinement pour une réussite éclatante de cet événement à la fois inédit et historique. « Nous devons agir pour notre Communauté et pour son avenir jusqu'au dernier quart d'heure de nos mandats respectifs. Tant qu'il y aura des avancées possibles à réaliser, des actes utiles à poser, nous devons nous engager, et nous le devons aux ressortissants de la CEMAC », a déclaré Daniel ONA ONDO.

Durant trois jours, en ce qui concerne la Commission, le défi a commencé par un inventaire des acquis, des forces et des faiblesses de la démarche actuelle de la CEMAC et, surtout, par l'identification des pistes des solutions réalistes à soumettre à la très haute appréciation des autorités communautaires. Les travaux se sont déroulés en session thématique.

Aller plus loin dans le processus d'intégration

Dans son discours d'ouverture, la Première ministre gabonaise, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA a indiqué que la CEMAC continue de se construire et aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin dans son processus d'intégration. Alors « Nous devons nous donner les moyens, tous les moyens possibles pour réaliser la volonté clairement affirmée et réaffirmée par nos chefs d'État », a-t-elle affirmé. Selon elle, renforcer l'intégration de la sous-région passe notamment par la mise à disposition des moyens financiers propres et conséquents, des ressources apportées principalement par les contributions des pays respectifs. « En effet, le financement régulier et pérenne des activités et programmes conduits par des institutions communautaires est un préalable indispensable à la réussite de l'intégration de nos économies », a-t-elle ajouté.

Pour Daniel ONA ONDO, il revient à chaque participant d'imaginer, de concevoir et de dessiner les contours de la CEMAC pour les générations futures. « Nous devons maintenant, fort de nos expériences respectives, proposer aux organes de décision des pistes pour aller plus loin, pour garantir plus d'efficacité et de cohérence dans la mise en œuvre des projets communautaires, pour assurer des financements innovants, pour encourager les synergies, tant au sein des structures communautaires qu'avec nos partenaires extérieurs », a expliqué Daniel ONA ONDO. En un mot, il s'agit de proposer une forme de gouvernance communautaire soucieuse d'approfondir l'intégration de la CEMAC, tout en travaillant à son instauration.

2 ans de plus à la tête de la Commission

Les assises des tout premiers états généraux de la CEMAC se sont achevées avec la lecture de plusieurs recommandations issues des concertations des ateliers. Il y a eu deux types de recommandations, notamment celle qualifiée de spéciale adressée aux plus hautes autorités de l'institution afin d'accorder une dérogation de deux ans supplémentaires au bureau actuel de la Commission.

« Considérant la décision des Chefs d'État de créer une seule communauté économique en lieu et place de la CEEAC et de la CEMAC, nous, réunis autour des états généraux des institutions communautaires de la CEMAC, recommandons qu'il soit accordé aux responsables actuels des institutions communautaires une période de 2 ans de transition prévus sur le schéma de rationalisation des



CER (Communautés économiques régionales) c'est-à-dire CEEAC/CEMAC », a indiqué Mohamadou Lamine, rapporteur des assises et par ailleurs, directeur du cabinet de la vice-présidente de la Commission de la CEMAC.

Selon le rapporteur, cette période de transition permettra de finaliser les diligences entreprises en interne et de faciliter à la nouvelle institution de se mettre en place, de recevoir des outils fiables à sa promotion, à son développement et à son épanouissement.

Le Pr Daniel ONA ONDO a indiqué que ces réflexions seront portées auprès des six Chefs États de la CEMAC. « Je me ferais le devoir de présenter vos doléances aux Chefs d'État ainsi que les doléances qui me concernent », a indiqué le président de la Commission de la CEMAC. Avant d'ajouter, « Vous ne devez pas avoir peur de la rationalisation. De toutes les façons, les Chefs d'État ont déjà pris cette décision. Nous devons nous y conformer, d'autant plus qu'ils sont dans la rationalisation, ils sont dans les réformes, et les réformes ne doivent pas vous faire peur ».

La CEMAC qui compte à peine 50 millions d'habitants constitue la communauté économique la plus petite au monde. Il est donc « judicieux » de la fusionner avec la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) pour qu'elle soit plus compétitive sur le marché des échanges, apprend-on.

Le Pr Daniel ONA ONDO a été nommé président de la Commission de la CEMAC le 17 février 2017. Ce, pour un mandat de 5 ans non renouvelable, selon l'article 1er de la Décision de la Conférence des chefs d'État du 1er novembre 2017. ●

Brice GOTOA

▶ INVESTISSEMENT

Adduction d'eau potable

L'État relance le projet de la station de Ntoum

Confié neuf ans plus tôt à l'entreprise espagnole, Acciona, spécialisée dans le BTP, l'immobilier, l'énergie et la logistique, le projet de construction de la nouvelle station de traitement et d'adduction d'eau potable de Ntoum a échoué ce mois de septembre 2022 à la société Orelo SA. L'infrastructure, censée être une des plus grandes du genre dans le pays, permettra, selon le gouvernement, de résorber le problème lié à l'accès des populations à l'eau potable, notamment dans la province de l'Estuaire, avec une capacité de 1 400 m³.

Acciona hors-jeu 9 ans après !

S'ils s'étaient accordés le 11 avril 2013, à Libreville, l'État gabonais et Acciona ont décidé de mettre un terme à leur collaboration dans le cadre du projet d'amélioration de l'accès des populations de la province de l'Estuaire à l'eau potable. Neuf ans plus tôt, l'entreprise espagnole spécialisée dans le BTP, l'immobilier, l'énergie et la logistique avait acquis le marché lié à la construction d'une usine de production d'eau potable à Ntoum. La résiliation officielle de contrat a eu lieu le 9 septembre 2022.

« L'État et le groupement Acciona se sont engagés à mettre un terme au marché du 11 avril 2013, en vue de la réalisation des travaux de conceptions et de construction d'une usine de production d'eau potable à Ntoum. Ces travaux dans le cadre d'un financement de l'État gabonais ne sont malheureusement pas allés à leur terme, et ont connu une interruption faute de financement suffisant », a expliqué le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, lors de la cérémonie.

Selon Alain-Claude BILIE-BY-NZE, dans le cadre de la négociation avec l'entreprise espagnole, la partie gabonaise a « choisi de ne pas aller en contentieux », pour favoriser « un accord de résiliation à l'amiable ».

13 milliards de FCFA d'indemnité

Bien qu'il ait évité le contentieux avec son ancien partenaire, l'État gabonais a néanmoins été contraint de mettre la main à la poche pour permettre à Acciona de bénéficier d'une nouvelle convention tripartite avec un nouvel acteur intervenant dans le projet, Orelo SA. En effet, la décision de résiliation choisie par le Gabon l'a contraint au paiement d'une indemnité globale et forfaitaire de 13 milliards de FCFA au bénéfice de la société espagnole.

Ce paiement, selon le gouvernement, se fera en deux versements : un premier



d'un montant de 8 milliards de FCFA, et un second de 5 milliards de FCFA. De même, la partie gabonaise devra satisfaire à la remise des biens à la société anonyme de droit gabonais Orelo SA, en sa qualité de nouvelle actrice principale du projet, en contrepartie du paiement par elle, à l'État, d'une somme de 8 milliards de FCFA.

Orelo SA nouveau partenaire

Suspendue depuis juin 2014, la conception et la construction de la plus grande station de traitement d'eau potable du pays a donc connu une seconde naissance le 9 septembre 2022 avec l'attribution du projet à la société Orelo SA détenue à 60% par le groupe industriel panafricain Eranove et 40% par Gabon Power Company, filiale du Fonds gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS). À travers la signature de la convention de concession avec l'État gabonais, ce nouveau partenaire s'engage à satisfaire au financement, à la construction, à l'exploitation et à la maintenance de la nouvelle station de traitement et d'adduction d'eau potable de Ntoum. Il bénéficie d'une durée de 25 ans.

Pour éviter de nouvelles difficultés liées au financement du projet comme cela a été le cas avec Acciona, les autorités gabonaises ont opté pour une nouvelle stratégie en nouant ce partenariat avec Orelo SA. « Nous avons estimé qu'il fallait

changer de mode de financement et modifier la structuration de ce projet pour le confier plutôt à des opérateurs privés dans le cadre d'un PPP, dont Orelo SA », a en effet indiqué le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain-Claude BILIE-BY-NZE, tout en précisant que « ce projet vient compléter le projet Piepal (Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et assainissement de Libreville) en cours. Il s'agit de compléter le système pour que l'eau potable soit disponible à Libreville ».

Une capacité de 140 000 m³/jour d'eau potable

Le projet d'adduction d'eau potable du Grand Libreville, dans sa nouvelle configuration définie conformément aux dispositions du contrat de concession entre l'État gabonais et la société Orelo SA prévoit le financement, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien-maintenance d'une usine de production d'eau potable d'une capacité de 140 000 m³. Celui-ci prend également en compte l'installation de 52 kilomètres de canalisation d'eau brute de 1 600 millimètres et 1 400 millimètres de diamètres, et 1,5 kilomètre de canalisation d'eaux traitées de 1 200 millimètres de diamètre. Coût total du projet : 119 milliards de francs CFA.

La date de mise en service de la future unité de production est escomptée pour 2025, informent les autorités gabonaises et leur partenaire. L'usine, qui sera située dans la province de l'Estuaire, sera alimentée par les rivières Assango et Agoula. L'infrastructure produira en moyenne 140 000 m³/jour en période régulière et 105 000 m³/jour en période d'étiage, ce qui permettrait de répondre au stress hydrique et de satisfaire les besoins élémentaires d'environ 600 000 habitants. L'infrastructure permettra également d'améliorer la desserte en eau dans les communes d'Owendo, Akanda et Ntoum. Il est prévu la création d'environ 500 emplois directs et 200 indirects pour les localités impactées par le projet. ●



Conseil Gab

ACTEUR DU TR

50 ans Au se
en n



3 Représentations

- Représentation Europe & Amériques
- Représentation Ogooue-Maritime et sud Gabon
- Représentation Nord Gabon



1 Réseau mondial de Mandataires

- FRABEMAR - AFRICAN DESK
- TRANS YASSINE



7 Bureaux et antennes

(Owendo, Port-Môle, Acaë, Ntoum Nkok, Aéroport, Oyem)

Nos Missions

- L'Assistance aux Chargeurs
- L'Encadrement du Trafic
- La Traçabilité des Cargos
- La Promotion des moyens pour l'environnement;
- La Gestion de l'Observatoire

onais des Chargeurs

TRANSPORT MULTIMODAL

Service des chargeurs de fret
national et à l'international

geurs;

c de Fret Multimodal;

aisons;

ens de transports moins agressifs

atoire National de Transport de Fret.

ection Générale

face de la gare Ferroviare
3 - Libreville / Gabon
0 75 85 / (+241) 11 70 75 86
w.cgcgabon.com

► SOCIÉTÉ

Semaine africaine du climat

Libreville, base stratégique avant la COP 27

Libreville était la capitale africaine et le hub diplomatique du climat du 29 août au 2 septembre 2022, par la présence de plus de 2300 représentants de gouvernements, d'organisations internationales, du secteur privé et d'ONG de plus de 60 pays. Un événement en prélude à la Conférence des parties sur les changements climatiques (COP 27) prévue en novembre prochain à Charm el-Cheikh, en Égypte. Cette semaine africaine du climat était l'occasion pour les décideurs africains de mettre en place une stratégie de lutte contre les changements climatiques à défendre lors de cette grande rencontre.



La capitale gabonaise, Libreville a accueilli du 29 août au 2 septembre 2022, la Semaine africaine du climat (ACW 2022, en anglais). Durant cinq jours, plus de 2 300 participants en présentiel et d'autres en distanciel, notamment des dirigeants politiques des pays d'Afrique centrale, des chefs d'entreprise, des représentants d'organisations et d'institutions internationales et sous régionales, ont échangés sur les enjeux climatiques. Les échanges ont porté sur la mise en œuvre des décisions prises lors de la COP 26 (Conférence des parties), notamment sur l'adaptation, l'atténuation, le financement, et de préparer la participation à la COP 27 qui se tiendra à Charm el-Cheikh, en Égypte en novembre prochain. L'événement a abordé les risques et exploré les opportunités partagées pour lutter contre les changements climatiques.

C'est le président gabonais, Ali BONGO ONDIMBA, qui a ouvert les travaux de cette Semaine africaine du climat. Dans son discours, le Chef de l'État gabonais a fixé le cap pour proposer des solutions censées atténuer les effets des changements climatiques. Selon Ali BONGO ONDIMBA, la COP27 est décrite comme la COP de l'Afrique qui façonne de manière significative son avenir. Étant l'un des derniers grands événements climatiques avant la COP 27, «la Semaine africaine du climat peut nous rassembler pour marcher sur la route de la COP 27 avec un objectif commun et la détermination d'un avenir meilleur», a déclaré le Président gabonais. Aussi, a-t-il invité les Africains à travailler sur des solutions

innovantes, concrètes et durables qui donneront aux Nations africaines, les moyens de lutter contre le changement climatique avec succès.

Venue prendre part à cette rencontre de Libreville, Ségolène ROYAL, ancienne ministre française de l'Environnement, a indiqué qu'aujourd'hui après l'échec de Glasgow, la COP 26 qui n'a rien donné, tous les regards sont tournés vers le continent africain. «Je pense que le temps de la justice climatique est venu et que l'imagination et la créativité du continent africain doivent permettre de réussir la COP 27», a souligné Ségolène ROYAL.

Depuis son accession à la magistrature suprême, le président Ali BONGO ONDIMBA a toujours pris une part active aux négociations sur le climat, et cela dès la COP 15 à Copenhague. «J'ai décidé que mon pays adopterait des mesures concrètes et immédiates pour lutter efficacement contre les changements climatiques», a-t-il indiqué. Ainsi, plusieurs réformes ont permis de jeter les bases d'une économie à faible émission de carbone. Des mesures ont été mises en place pour réduire «drastiquement» l'impact environnemental des secteurs forestier, agricole, énergétique et pétrolier.

D'après Ali BONGO ONDIMBA, le Gabon a déjà atteint l'objectif de neutralité carbone fixé par l'Accord de Paris. «Toutefois, un appui renforcé de nos partenaires permettra à mon pays de faire

encore mieux en absorbant plus de 100 millions de tonnes nettes de dioxyde de carbone chaque année», a-t-il précisé.

L'Afrique va mettre la pression aux pays pollueurs à la COP 27

Cette Semaine africaine du Climat a permis à l'Afrique de tracer sa propre voie vers un avenir défini par de faibles émissions et une forte résilience aux impacts climatiques déjà observés. Selon le ministre gabonais des Eaux et Forêts, Pr Lee White, il faut que les pays qui ont créé ce problème financent l'adaptation et les dégâts climatiques que les pays africains subissent. « Qu'ils honorent leurs engagements, leurs promesses. Plus de fausses promesses dans les négociations », a déclaré Pr Lee White.

Selon le membre du gouvernement gabonais, il n'y a plus d'excuses. Comme on l'a fait pour la Covid-19, on doit traiter le changement climatique comme une urgence planétaire. À l'approche de la COP 27 qui se tiendra à Charm El Cheikh, en Égypte, dans quelques semaines, cette nécessité est plus forte que jamais. « Ensemble, on est beaucoup plus fort, et on doit porter la voix de l'Afrique dans les négociations sur les changements climatiques pour chercher une justice climatique, pour mettre la pression sur les pays développés qui ont provoqué le problème dans lequel le monde se trouve », a-t-il indiqué.



Au terme de la Semaine africaine du climat, le Pr Lee White a présenté une lettre à un représentant de la présidence de la COP 27. Cette lettre souligne la nécessité de collaboration, d'innovation et de soutien. Elle appelle aussi le président de la COP à partager les conclusions de la Semaine africaine du climat avec le monde entier pour guider l'implantation.

La Semaine africaine du climat 2022 est la troisième de la série des Semaines régionales du climat 2022. Elle est organisée en partenariat avec l'ONU Climat et la collaboration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), la Banque Mondiale (BM), l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA).

Le Gabon confie la gestion du crédit carbone au FGIS

Au cours de la Semaine africaine du climat, le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) a été mandaté par l'État gabonais pour se charger de la gestion des crédits carbone dans le cadre de lutte contre les changements climatiques, rapporte un communiqué de l'entreprise.

À ce titre, « l'entité ajoute à son portefeuille d'action, la gestion des crédits carbone, faisant du Fonds le seul intermédiaire habilité à échanger ce dernier », indique le communiqué. Acteur exemplaire dans la lutte contre le réchauffement climatique, le Gabon souhaite être récompensé des efforts fournis en termes de préservation de sa forêt et se positionner comme la première puissance du capital naturel sur le continent. Chaque année, plus de 100 millions de tonnes de CO₂ sont séquestrées en moyenne par la forêt gabonaise. « Un atout substantiel dans la poursuite de la diversification de son économie, à l'heure de l'essor du marché du carbone. C'est donc un levier essentiel mobilisé par la République gabonaise », souligne le FGIS.

Le marché du carbone est un levier important dans la poursuite de la baisse des émissions de gaz à effets de serre. Il apparaît suite aux accords du protocole de Kyoto entré en vigueur en 2005. En rappel, les crédits carbonés sont des unités que possèdent les porteurs de projet. Ces derniers peuvent s'engager à réduire les émissions de gaz à effet de serre, commercialiser leurs crédits carbonés et financer un projet. ●

Brice GOTOA



"Le saviez-vous"

Par Nzila Leaders



The Commonwealth

Une organisation intergouvernementale fondée le 19 novembre 1926. Elle fait la promotion de : l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit.

-1949, constitution formelle du Commonwealth avec la Déclaration de Londres
-2022, 56 États membres pour une superficie de 30.282.502 km²

- Population : 2.558.903.391 habitants, soit 1/3 de l'humanité.
- Langue officielle : Anglais.
- PIB : 13.000 milliards \$ en 2020, environ 15% du PIB mondial,
- Taux de croissance : 4,4 % / an depuis 1972.

Le Gabon est membre de cette organisation depuis le 25 juin 2022.



Charles III, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, chef du Commonwealth



Ali Bongo Ondimba, Président de la République Gabonaise, Chef de l'Etat.



▶ INTERNATIONAL

77^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Des tensions entre Washington et Moscou sur la crise en Ukraine

L'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'est tenue au siège de l'organisation à New York. Durant près de 2 semaines les délégations du monde entier ont pu échanger lors des réunions de haut niveau et faire connaître leurs points de vue lors du grand débat de l'assemblée générale. Retour sur quelques moments forts de cet événement diplomatique de premier plan.

Des plénières et un débat général sur fond de crises inter- nationales

Les manifestations relatives à l'organisation de la 77^e session de l'assemblée générale des Nations Unies qui se sont déroulées à New York du 13 au 26 septembre ont été hautes en couleur. Le point d'orgue de cet événement aura été le débat général qui se sera tenu 6 jours durant avec des allocutions télévisées de dirigeants de la planète ainsi que de nombreuses réunions plénières. Tous les continents étaient représentés au plus haut niveau et les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les ministres en charge de la diplomatie ont profité de cette occasion pour présenter leurs préoccupations concernant les actualités du moment.

Le Gabon était représenté par le président de la République en personne Ali BONGO ONDIMBA. Cette assemblée aura vu défiler 190 orateurs, dont 76 chefs d'État et 50 chefs de gouvernement. La tribune aura également vu une forte domination masculine puisque

seules 23 femmes auront pris la parole à la tribune de cette assemblée générale. Le thème de cette session était « un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ». Mais que peut-on retenir des plénières de cette assemblée générale ?

La guerre en Ukraine au centre des débats

À la suite de la guerre en Ukraine et les risques d'utilisation d'armes stratégiques, l'assemblée générale a réitéré sa volonté de voir éradiquer les armes nucléaires qui n'offrent plus la sécurité qu'elles promettaient dans le cadre de la dissuasion nucléaire, mais représentent plutôt « une perspective d'un carnage et d'un chaos ». Les États membres ont donc réaffirmé leur souhait de voir éliminer les armes nucléaires. De la Russie accusée par les Occidentaux de vouloir faire usage de cette terrible arme dans le cadre du conflit qui l'oppose aux occidentaux en Ukraine à la Corée du Nord qui multiplie les essais balistiques dans la mer du Japon, le risque d'une escalade nucléaire n'a jamais été aussi grande depuis la crise des missiles de Cuba en 1962.

La situation sécuritaire globale qui se détériore

Face à la dégradation de la situation sécuritaire dans les autres zones de la planète notamment au Mali, en Éthiopie, au Yémen ou en Azerbaïdjan, l'assemblée générale a souhaité plus de réponses collectives par voie diplomatique dans la résolution de ces conflits. Les tensions en Afrique de l'Ouest entre la Côte d'Ivoire et le Mali dans l'affaire dite des 46 soldats ivoiriens qui enveniment leurs relations diplomatiques depuis juillet 2022 et celles qui opposent les mêmes autorités maliennes à la France dans la lutte contre le terrorisme au Sahel ont été particulièrement observées.

Crises multiformes climatiques, sécuritaire, sanitaire et terroriste

Mais les chefs d'États et de gouvernements et leurs représentants ont non seulement relevés que les crises actuelles sont multidimensionnelles et interdépendantes même si quelques progrès ont pu être enregistrés. À ce titre l'assemblée générale a identifié 4 crises majeures à savoir l'accélération des changements climatiques, la crise en Ukraine et ses ramifications sur les crises énergétiques, alimentaires et sécuritaires, la pandémie de la Covid-19 qui reste un fléau sanitaire et enfin le terrorisme. En effet, les représentants des petits états insulaires qui subissent déjà de plein fouet les effets liés au changement climatique se sont fait entendre pour que soient prises en urgence des actions multilatérales face au dérèglement climatique. Le premier ministre du Tuvalu, monsieur Kausea NATANO a notamment indiqué que si rien n'était fait, son île risquerait de disparaître d'ici 20 à 30 ans.



Un grand débat qui aura reflété les tensions géopolitiques du moment

Mais le grand débat déroulé du 20 au 26 septembre au cours duquel des dizaines d'orateurs auront pris la parole aura été l'évènement le plus marquant notamment sur le plan médiatique. En effet le président américain Joe BIDEN, français Emmanuel MACRON, iranien Ebrahim RAÏSSI, sénégalais Macky SALL ou gabonais Ali BONGO ONDIMBA ont tour à tour défilé à la tribune des nations unies pour délivrer leur message à l'humanité. Cette 77e assemblée aura vu les leaders africains afficher leurs positions par rapport aux conflits qui menacent la paix et la sécurité dans le monde. Le premier à prendre la parole est le président ivoirien Alassane DRAMANE OUATTARA.

Le président Ouattara prêt à aider pour la paix en Ukraine

Le chef de l'État ivoirien, au regard de l'enlisement de la guerre en Ukraine qui a de graves répercussions économiques et sociales sur les pays africains et en l'absence de sortie de crise par voie diplomatique, a donc proposé ses bons auspices afin de retrouver les chemins du dialogue indispensable pour un retour à la paix. Le président a également demandé que les 46 soldats ivoiriens encore détenus au Mali soient libérés « sans délai ».

Le Mali se pose en défenseur de sa souveraineté

Quant au Premier ministre malien par intérim, le colonel Abdoulaye MAIGA, bien que reconnaissant envers les troupes onusiennes qui œuvrent pour ramener la paix et la sécurité au Mali,



il a néanmoins constaté que cette présence était au regard des résultats globalement un échec. Il a donc appelé le secrétaire général de l'ONU à revoir le dispositif au Mali. Il a en outre fustigé l'attitude de puissances extérieures dont la France qui selon ses termes soutiendrait des groupes terroristes au nord du Mali en leur fournissant armes, munitions et renseignements. Il en a voulu pour preuve les multiples violations de l'espace aérien malien depuis le retrait unilatéral de la force Barkhane le 10 juin 2021. Le chef du gouvernement malien avait en outre rappelé que le 15 août dernier, son pays avait demandé une réunion du conseil de sécurité de l'ONU et que la France y avait mis un obstacle afin de faire barrage à « l'expression de la vérité ». Le colonel MAIGA s'est voulu rassurant quant à la volonté des autorités de la transition malienne de respecter les délais de la transition à la date du 26 mars 2024 par le transfert du pouvoir aux autorités élues. Il a enfin demandé aux pays étrangers d'adopter une position de neutralité dans l'affaire qui oppose le Mali à son voisin la Côte d'Ivoire au sujet des 46 soldats ivoiriens toujours détenus par la justice malienne.

Le président SALL souhaite un membre permanent africain au conseil de sécurité

Le président sénégalais Macky SALL est également intervenu en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine (UA). En effet, il a insisté pour que continent africain bénéficie d'une meilleure représentativité au sein du groupe G20, mais aussi au conseil de sécurité avec un siège de membre permanent doté d'un droit de veto. Le chef de l'Etat sénégalais explique que grâce à ces sièges l'Afrique serait présente où se prennent « les décisions qui engagent les 1,4 milliard d'africains ».

Le président Ali Bongo Ondimba à la tribune de l'assemblée générale

L'attribution d'un siège permanent à l'Afrique au conseil de sécurité aura également été un des sujets abordés par le n°1 gabonais Ali BONGO ONDIMBA lors de son intervention à la tribune de l'assemblée générale. Le chef de l'État va aussi revenir sur les enjeux climatiques et géopolitiques ainsi que l'adhésion du Gabon au Commonwealth, l'organisation qui regroupe d'anciennes colonies britanniques. Le président gabonais s'est par ailleurs exprimé en français et en anglais.

Les présidents français et américain condamnent la Russie

Entre autres allocutions à la tribune de cette 77^e session de l'assemblée générale de l'ONU, on pourra noter celle

du président Emmanuel MACRON qui s'est voulu à la fois offensif vis-à-vis de la Russie qualifiée de « retour des impérialismes et des colonialismes » et de la position de neutralité adoptée principalement par les pays africains. Le président français voit dans le refus des pays africains de s'aligner derrière leurs homologues occidentaux qui soutiennent l'Ukraine face à l'agresseur russe une forme d'hyprocrisie.

Le président américain Joe Biden a également attaqué de manière frontale la Russie accusée d'avoir « violé de manière éhontée les principes de la Charte des Nations Unies ». Dans la foulée il a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 2,9 milliards de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde et aider les pays en développement qui font face une grave crise alimentaire. Le chef de la Maison-Blanche s'est dit également prêt à soutenir l'idée d'une augmentation du nombre de sièges permanents du conseil de sécurité de l'ONU.

Les grands absents : Vladimir POUTINE et XI JIN PING

Cependant certains chefs d'État ont brillé par leur absence, c'est notamment le cas des leaders russes et chinois. En effet, initialement prévu, le président russe Vladimir POUTINE a annulé à la dernière minute son passage à la tribune des Nations Unies. La raison à l'origine de ce report était l'organisation des referendums d'adhésion à la Fédération de Russie dans les régions de l'Est de l'Ukraine du 23 au 27 septembre 2022. Quant au chef de l'État chinois XI JIN PING, les tensions liées à Taiwan ont certainement joué un rôle. La Russie et la Chine étaient quand même présentes lors du grand débat de l'assemblée générale par le biais de leurs ministres des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et Wang Yi. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



STATION ADL



Notre station « ADL », avec un positionnement stratégique à quelques encablures de l'Aéroport de Libreville, et d'une kyrielle d'entreprises, d'administrations et des ménages, est une des plus modernes de notre pays. Dotée de distributeurs des dernières générations, elle offre des services de qualité aux consommateurs.

On y trouve un réel espace de vie aux standards internationaux, avec une concentration d'activité de proximité orientée à la personne. En plus d'un espace de shop, un restaurant, un bar à parfum, un prêt à porter, un lavage et un graissage.



NOS SERVICES

-  CARBURANT
-  RESTAURANT
-  GAB'OIL SHOP
-  LAVAGE AUTOMOBILE
-  BANK
-  GRAISSAGE
-  BOUTIQUES

INVESTISSEZ à la SCG-Ré, et faites rayonner la Réassurance en Afrique.

NOMBRE D' ACTIONS :
250.000

PRIX DE L' ACTION :
20.000 FCFA

MONTANT DE L' ÉMISSION :
5 Milliards FCFA

PERIODE DE SOUSCRIPTION :
Du 01 au 30 novembre 2022



Arrangeur et Chef de file :



Cotation :



Syndicat de placement :



Conformément aux dispositions régissant l' Appel Public à l' Epargne en zone CEMAC, cette opération a été autorisée par la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) et par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l' Afrique Centrale (COSUMAF), sous le Visa N° COSUMAF-APE-03/22, délivré le 03 octobre 2022.

